

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 JANVIER 1978 - N° 618

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

## PORTUGAL

### UN GOUVERNEMENT D'AUSTÉRITÉ

La négociation entre les autorités portugaises et le Fonds Monétaire international qui exige un plan d'austérité draconien, vont pouvoir reprendre dans la mesure où un nouveau gouvernement vient d'être constitué à Lisbonne, composé du PS de Soares et du CDS.

Ce dernier parti qui, dans le passé a participé à des degrés divers au régime fasciste, a souligné son «identité de vues» avec le PS pour le programme d'austérité à appliquer dans le pays jusqu'en 1980.

Le PCP qui craint de voir lui échapper pour longtemps la perspective d'une arrivée au pouvoir, condamne le nouveau gouvernement et tentera de tirer parti de l'hostilité des masses au plan d'austérité, pour reconquérir de l'influence.

(Lire en page 9)

## DISCOURS DANS UN VILLAGE RÉQUISITIONNÉ

# GISCARD SE MAINTIENT AU 3<sup>ème</sup> TOUR

Giscard, a confirmé ce n'est pas nouveau qu'il resterait en place après les élections de mars, et cela quelle que soit l'issue du scrutin. Giscard fera, en cas de victoire de l'Union de la gauche, appliquer le Programme commun, car, «la constitution ne lui donne pas les moyens de s'y opposer». Derrière ces paroles, se profile le désir d'effrayer la frange de l'électorat qui peut être tentée de «voter contre la crise», sous-entendu à gauche, tout en comptant sur Giscard pour défaire l'effet de son vote. Mais ce qui apparaît bien, c'est l'absence de projet de cette droite à

bout de course qui ne peut plus se définir que de manière négative, jouant à la fois sur les souvenirs, sur le chantage et sur la peur.

Giscard a fait, une fois de plus, un tableau qui montre le pays à la veille de sortir de la crise, tableau assorti de la démagogie d'usage «rien n'aurait pu être accompli sans vous» et qui prélude à un appel à un effort continu. Il a tenté de dresser pour la France des perspectives capables de susciter un regain de crédibilité pour la droite sans parvenir à s'élever au dessus du niveau d'un démarchage dans les règles.

Mettant en garde contre les dangers du «collectivisme», désignant par là le «Programme commun», Giscard a donné satisfaction à Chirac qui s'est félicité de voir «le RPR suivi dans la voie qu'il avait trouvée». Il a indiqué ainsi qu'une combinaison socialo-giscardienne ne pouvait être envisagée pour l'immédiat dans la mesure où les chances de victoire de l'Union de la gauche restent importantes. Il a cependant renouvelé ses prévisions d'«extension», de la majorité actuelle, dans la perspective de maintenir le système capitaliste en l'état et d'isoler le PCF dans ses tentatives de mise en place à terme de son propre projet de capitalisme.

(Lire en page 5)

## TUNISIE : 100 MORTS

# TUNIS OCCUPEE PAR L'ARMEE

Une centaine de blessés, tel est le bilan répression organisée par les morts, des centaines de encore provisoire de la le régime destourien,



La répression très violente organisée par le régime de Bourguiba a fait de nombreuses victimes dans les faubourgs populaires de Tunis.

qui a lancé jeudi les B.O.P., les brigades d'«ordre public», contre les travailleurs en grève générale. Aux dernières nouvelles, vendredi, des centaines de syndicalistes auraient été arrêtés.

Le régime de Bourguiba, alors que se rapproche l'heure de la succession de celui qui s'est fait baptiser «combattant suprême» ou décerner le titre de «président à vie», ne peut plus espérer étouffer les luttes des travailleurs en s'appuyant sur l'UGTT. Il tente alors de les briser par la répression la plus brutale.

(Lire nos articles en page 2)

## CRÉTEIL

### Centre de tri occupé



Les postiers de Créteil devant le bureau du directeur départemental.

Les postiers du Centre de Tri de Créteil sont aujourd'hui à un moment décisif de leur lutte pour la réintégration de Llamas : vendredi après-midi, ils occupaient la Direction Départementale du Val de Marne. Evacués dans la nuit, ils occupèrent aussitôt le centre de Tri : tout travail a cessé, les grilles sont cadenassées.

Après 3 mois d'une mobilisation qui est restée dans l'isolement, les postiers ont réussi à construire un rapport de force important : c'est depuis longtemps la grève la plus suivie sur le Centre !

(Lire en page 3)

### Les O.S. du hamburger

Les employés parisiens de chez Borel, ont reconduit vendredi soir leur mouvement, après avoir pris connaissance des propositions de la direction, à savoir 30 F en janvier pour ceux qui ont moins de deux ans de présence et 40 F pour ceux qui ont plus de deux ans. On est loin du compte en effet ce qui n'a pas empêché les organisations ultra minoritaires FO et CFTC de signer l'accord !

(Lire en page 4)

### Les flics de Malville félicités

Un mort, deux mutilés, des dizaines de blessés graves, plusieurs villages en état de siège, les flics envoyés à Malville ont bien mérité de l'Etat bourgeois. Une compagnie de gardes mobiles qui participa en première ligne à la répression des manifestants a été félicitée lundi dernier à Pithiviers (Loiret), au cours d'une cérémonie officielle.

(Lire en page 7)

### Crise chez les écologistes

La décision de SOS Environnement de présenter dimanche ses candidats pour Paris et la région parisienne sans attendre un accord avec Paris Ecologie risque de compromettre l'unité des écologistes aux législatives. Paris Ecologie proteste contre la décision qu'il estime contraire au protocole d'accord.

(Lire en page 7)

## La situation des masses populaires

Au début de l'année 77 le premier ministre tunisien Nouri avouait à un journaliste du *Monde* que le problème de l'emploi devenait la principale préoccupation du régime tunisien.

60 % de la population vit encore à la campagne, dans des conditions misérables. Le dénuement des paysans est tel qu'ils sont contraints de se déplacer vers les villes à la recherche d'un emploi. La concentration foncière s'est accélérée dans les années 70 : 1,6 % des exploitants possèdent aujourd'hui un tiers des terres. 83 % un autre tiers.

Nombre de travailleurs essayent de gagner la Libye. Ils sont actuellement au nombre de 60 000 dans ce pays. En juillet 77, 3 338 travailleurs sont ainsi partis en Libye, et 5 591 entre le 1<sup>er</sup> et le 18 août et ce mouvement s'accroît.

La Tunisie a été marquée ces dernières années par des vagues de grèves de plus en plus importantes. Le mouvement a aussi gagné les secteurs agricoles. Les chiffres suivants sont éloquentes :

- En 1973 on a constaté 215 grèves qui mobilisent 18 014 travailleurs.
- En 1974 141 grèves avec 38 520 travailleurs.
- En 1975 377 grèves avec 66 861 travailleurs.
- En 1976 369 grèves avec 93 941 travailleurs.

En 1977, après une accalmie coïncidant avec la signature du «Pacte social», le mouvement va reprendre, notamment en novembre-décembre jusqu'à la grève générale de ces derniers jours. Ce développement des luttes contribue largement à sonner le glas du régime de Bourguiba, en accélérant la faillite politique de la couche de la bourgeoisie tunisienne au pouvoir.

## UGTT : son rôle officiel remis en question

Conçue comme une courroie de transmission de la politique du parti destourien, l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) a vu, depuis sa création, le rapport des forces en son sein se modifier, comme l'ensemble du rapport des forces dans le pays, ainsi que dans le parti destourien lui-même.

Cette évolution est complexe. Si le poids des travailleurs sur les instances syndicales s'est considérablement accru et si leurs revendications et leurs mouvements de luttes ont accéléré le développement de nouvelles contradictions au sein de la bourgeoisie tunisienne, les contradictions aujourd'hui, entre l'actuelle direction de l'UGTT et le gouvernement, ne s'expliquent pas seulement par l'hostilité des travailleurs à l'égard du régime.

Le secrétaire général, Habib Achour, était, jusqu'à sa démission récente (10 janvier 1978) membre du Bureau politique du PSD. Un an plus tôt, le 10 janvier 1977, il avait signé avec le gouvernement un «pacte social» désavouant par avance toute grève, tout mouvement revendicatif de la classe ouvrière.

Le XIV<sup>e</sup> Congrès de l'UGTT, en mars 77, avait réélu Habib Achour à l'unanimité, pour quatre ans, secrétaire général de l'UGTT. C'est alors même que se déroulait le Congrès, qu'une pétition signée par 600 syndicalistes avait circulé, dénonçant la signature du «pacte social», bien que Habib Achour jouisse encore d'une popularité incontestable. La pétition reflétant le mécontentement grandissant des masses et la volonté de faire de l'UGTT un instrument de lutte de la classe ouvrière, déclarait notamment :

«Nous, soussignés, adhérents, militants et responsables syndicaux au sein de l'UGTT, exprimant les préoccupations des travailleurs.

«Nous déclarons que les accords relatifs aux salaires et conventions collectives signés le 10.01.77 par le secrétaire général de l'UGTT au nom de notre organisation portent gravement atteinte à nos intérêts matériels et moraux et sont loin de répondre aux revendications de nos structures syndicales.

«Nous nous élevons avec vigueur contre les accords du 10.01.77 qui, conclus par la direction de l'UGTT sans consultation préalable des principaux intéressés à travers les structures qui les représentent, constituent une violation des principes les plus élémentaires de la démocratie syndicale.

«Nous considérons que ces méthodes bureaucratiques et arbitraires sont une violation des statuts de l'UGTT et une atteinte aux droits démocratiques de ses adhérents.

«Nous déclarons que l'UGTT est l'organisation des travailleurs et considérons que les accords n'engagent en aucune façon les adhérents militants et responsables syndicaux de l'UGTT.

«Nous appelons tous les militants de l'UGTT à renforcer leur action pour réaliser leurs revendications légitimes et imposer la démocratie quant au travail syndical appuyé sur la base, au sein de l'UGTT, afin d'en faire une véritable organisation démocratique et représentative qui défende réellement les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière.»

# TUNISIE : 100 MORTS !

## Tunis occupée par l'armée

Sonia SASSOUN

Au moins cent morts d'après les sources syndicales tunisiennes, des centaines de blessés, de nombreuses arrestations, tel est le bilan de la sanglante répression exercée par le régime de Bourguiba contre la grève générale des travailleurs tunisiens jeudi. Vendredi, de nouvelles tentatives de manifestations étaient très violemment dispersées. Le couvre-feu et l'état d'urgence étaient maintenus, les rues occupées par les paras et les tanks, plusieurs dirigeants du syndicat de l'UGTT arrêtés.

Le régime destourien, qui avait usurpé le prestige de la lutte pour l'indépendance, ne se maintient aujourd'hui que par la force la plus brutale face aux

luttes de la classe ouvrière, alors qu'il est affaibli par les contradictions internes de la bourgeoisie. Tandis qu'il y a un an, l'UGTT signait un «pacte social» destiné à empêcher le développement des luttes, renforçant ainsi des mesures telles que la suppression du droit de grève, dès 73, les luttes des travailleurs ont balayé les plans du régime. Celui-ci ne pouvant plus se servir du syndicat pour encadrer les grèves, fait tirer sur les ouvriers.

Le rassemblement devait également saluer la lutte du peuple tunisien au lendemain de la grève générale en Tunisie et de la sanglante répression organisée par le régime de Bourguiba.

## Les contradictions au sein de la bourgeoisie vis-à-vis de l'impérialisme



Des chômeurs tunisiens s'apprêtent à passer la frontière libyenne.

Le régime tunisien a montré sa complaisance à l'égard de l'impérialisme, notamment par la position adoptée face à la question palestinienne, question qui, pour les pays arabes en particulier, cristallise l'attitude envers l'impérialisme.

Tandis que les masses tunisiennes ont montré à plusieurs occasions qu'elles attachaient beaucoup d'importance au soutien à la Révolution Palestinienne, Bourguiba a été parmi les premiers dans le monde arabe à préconiser la reconnaissance d'Israël comme un fait établi et à préconiser des solutions de capitulation telles que la constitution d'un État palestinien fantôme. (Au moment de la guerre d'octobre 73, Bourguiba n'a pris la parole que pour prêcher la «modération» et expliquer que «l'arme du pétrole était à double tranchant».)

Parallèlement à cette position, la bourgeoisie au pouvoir à Tunis, bien que partie prenante de la Ligue arabe, s'est montrée réticente à l'unité arabe anti-impérialiste et a cherché de façon similaire aux réactionnaires libanais pour leur pays, à réduire les liens entre la Tunisie et les autres pays arabes. Cette position se traduit au niveau de la politique économique. La bourgeoisie représentée par Bourguiba ne semble pas avoir manifesté, comme la bourgeoisie algérienne, lybienne ou irakienne, par exemple, la volonté de créer dans le pays les bases d'un développement national, elle a continué à tirer de façon

encore importante ses profits des «commissions» que les sociétés européennes ou américaines implantées dans le pays, lui versent en échange de l'exploitation des richesses nationales et des travailleurs tunisiens. La frange du Destour qui a pris le pouvoir, à Tunis, lors de l'indépendance en 57, l'a consolidé dans des conditions historiques particulières : elle s'est appuyée sur les luttes anti-colonialistes du peuple tunisien (contre la France) pour négocier l'octroi d'une indépendance alors compatible avec les intérêts de l'impérialisme français.

### «EDEN INDUSTRIEL»

En avril 72 et en août 74, le gouvernement tunisien a promulgué des lois accordant d'importantes facilités aux industriels étrangers. Tout en exprimant le désir d'un certain développement industriel, les avantages accordés aux capitalistes étrangers, en échange d'un certain transfert de technologie, ont posé lourdement sur le peuple tunisien.

Dans une lettre adressée le 4 septembre 74 aux industriels, le Groupement Français Interprofessionnel de la Région Est de Paris présente les mesures du gouvernement tunisien, dans les termes suivants :

«Cher monsieur, vos coûts de fabrication sont trop lourds ? Vous n'êtes plus compétitifs ?

«Savez-vous qu'il existe à moins de deux heures de Paris, une main d'œuvre

abondante, habile, bon marché (2,40 F de l'heure) et parlant français ? Cet «Eden» pour industriel : la Tunisie — un pays ami de la France qui, pour assurer le décollage de sa jeune industrie, offre aux industriels étrangers des possibilités d'implantation avantageuses et libérales :

- exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant dix ans ;
- exonération de tous droits et taxes pendant 20 ans ;
- exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison des emprunts contractés pour l'investissement ou son extension ;
- imposition à taux réduit (6 %) pour les revenus provenant des bénéfices distribués. Les entreprises peuvent effectuer librement tous transferts afférents à leur production, ainsi qu'aux distributeurs de dividendes revenant aux associés non résidents.»

### LE «DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL»

En ce qui concerne les usines de textiles ou de phosphate exploitées par des sociétés occidentales, elles ne semblent guère de nature à assurer un redéploiement dans le pays. En utilisant la main d'œuvre locale, elles transforment la matière première qui gagne les pays impérialistes. Les bénéfices sont réexportés à 80 %.

En cas de contradiction avec le gouvernement ces sociétés menacent de ne plus transformer la matière première et de ne plus

employer la main d'œuvre. Elles font pression sur le gouvernement tunisien pour obtenir une baisse du prix des matières premières ou d'autres avantages.

Les industries nationales ou mixtes, travaillant pour le marché intérieur sont encore pour la plupart en sous-traitance. Peugeot, Berliet, International Harvest Chicago disposent encore d'importants pouvoirs de décision : elles décident de la durée du contrat (trois à six mois souvent, pas plus d'un coup), elles fixent les prix, et exploitent durement la main d'œuvre. L'industrie totalement contrôlée par la Tunisie ne représente encore que 20 % de l'activité totale et ne rentre que pour 27 % dans la formation du produit intérieur brut.

### UNE BOURGEOISIE NATIONALE PLUS COMPÉTENTE ?

Mais, au sein même de la bourgeoisie tunisienne des couches se démarquent qui semblent chercher un renforcement du contrôle national sur les richesses nationales et une intégration plus grande du pays au monde arabe. C'est dans ce contexte qu'un rapprochement semble se dessiner entre Habib Achour et Masmoudi considéré en 74, comme «l'homme» de la fusion avec la Libye.

Il convient de signaler, comme un élément allant dans le même sens, la création d'une fédération de l'UGTT pour les 50 000 travailleurs tunisiens qui vivent en Libye. La Libye a passé, en août-septembre 1977 d'importants accords économiques concernant l'agriculture avec la Tunisie à ces conditions jugées très favorables pour la Tunisie.

A noter, allant dans le sens d'un renforcement des liens anti-impérialistes de la Tunisie avec le reste du monde arabe, l'affirmation au sein même de la bourgeoisie tunisienne, de positions hostiles à la politique de capitulation de Sadate, positions qui convergent avec les aspirations du peuple tunisien, avec celles des travailleurs en lutte contre la dépendance de leur pays à l'égard de l'impérialisme.

# REINTEGRATION DE F. LLAMAS !

## ● Les postiers de Créteil ● Samedi, occupent la direction départementale le centre de tri est occupé

● Vendredi vers minuit, les flics commencent à évacuer les postiers du Centre de tri de Créteil qui occupaient depuis 15 h la direction départementale. Il n'y a pas eu de violence, mais l'évacuation a duré plus d'une heure, ponctuée de mots d'ordre exigeant la réintégration de Llamas. Immédiatement après l'intervention policière, les postiers repartent au Centre de tri. Une Assemblée Générale vote sur le champ l'occupation du Centre, les portes sont cadenassées, le travail s'arrête.

A Orly, à Meaux, à Paris Brune, les postiers ont aussitôt affirmé qu'ils étaient prêts à débrayer en cas d'intervention des flics. Les fédérations CGT et CFDT s'étaient engagées il y a longtemps déjà à prendre en main le soutien sur les autres centres de la région parisienne, mais elles en sont pratiquement restées aux promesses. Les postiers de Créteil envisagent donc de populariser eux-mêmes la lutte. Dépossédés un temps de la conduite de leur mouvement. Ils entendent aujourd'hui ne plus en perdre le contrôle.

Vendredi, un peu après 15 heures, plusieurs dizaines de postiers du centre de tri de Créteil partent en voitures vers la direction départementale du Val de Marne. Le directeur, Authier, est installé au 4<sup>e</sup> étage d'un immeuble neuf, tout à côté du grand commercial de Créteil. Très vite, tous les postiers se retrouvent dans le couloir du 4<sup>e</sup>. Ce qu'ils veulent : être reçus par le directeur départemental, exiger une fois de plus la réintégration immédiate de François Llamas !

quelques heures, 3 envoyés de la municipalité PS font leur apparition, et se proposent de faire la liaison. Pour s'entendre dire, à plusieurs reprises, que les conditions de la direction restent les mêmes : évacuation comme préalable à toute discussion. A chaque retour, le représentant du PS tente bien d'infléchir en douceur la position des postiers, reprenant avec une certaine insistance les arguments de la direction. En vain. L'obstination de la direction ne fait qu'augmenter leur volonté de la faire reculer...

Vers 17 h la conférence de presse se tient, dans la salle d'attente à côté du bureau du directeur. Ce qui se met en fureur, car ce n'est en principe pas spécialement autorisé.

### RENFORCEMENT DU CONTRÔLE POLICIER

Les délégués CGT et CFDT expliquent le sens de leur intervention. La direction a de toute évidence, changé de tactique. Plutôt que de prendre le risque d'une riposte massive sur le centre, en cas d'intervention policière pour expulser François de son travail, elle préfère le menacer d'aller le chercher chez lui. Mais en même temps, la surveillance policière s'étend sur le centre : des rondes de R.G. tournent autour en permanence, la police téléphonique sans cesse à la direction du centre pour savoir s'il est là, ce qu'il fait. Le chef du centre de tri essaie de connaître par la voie hiérarchique, ce qui se fait, ce qui se dit dans les Assemblées générales. Il a fait passer une note de service aux chefs de brigades, leur demandant des rapports précis sur les postiers qui y interviennent sur ce qu'ils disent, sur la durée de leurs interventions...



Vendredi soir, les postiers occupaient la direction départementale, avant d'être expulsés par les flics vers minuit.

Les postiers font aussi le point sur la mobilisation, le soutien. Certains syndicats commencent à faire parvenir collectes et pétitions. Sur le centre, il est certain qu'en cas d'intervention des flics contre François, en cas d'inculpation, tout le monde débraie !

### PLUSIEURS SUCCES

Lutte longue que celle de Créteil pour la réintégration de Llamas, car elle est devenue, comme on dit «une affaire». En cédant, le ministère, qui a dessaisi tous les échelons inférieurs à lui, perdrait la face. Et plusieurs exemples montrent qu'aujourd'hui, à la gare du Nord ou à Austerlitz, il a cédé très vite, devant la mobilisation : à la gare du Nord, un vacataire, originaire des Antilles est licenciée. Ses camarades la maintiennent à son poste, elle est presque immédiatement reprise, comme auxiliaire. A Austerlitz, un vacataire, Thierry Faux, se voit refuser l'accès à un concours de préposé, sous prétexte de handicap physique ! Il a pourtant effectué sans problème son service. Là encore, l'administration doit céder au bout de deux jours !

### PAS ASSEZ D'EFFECTIFS, ET LES LICENCIEMENTS CONTINUENT !

Plusieurs exemples sont donnés, de demandes de licenciements complètement scandaleuses : à la poste de Créteil, deux jeunes stagiaires antillaises sont menacées de licenciements, après une visite du comité médical, sous prétexte qu'elles ne pourraient plus faire de vélo ! A la

recette principale de Paris, c'est une autre stagiaire qui est menacée : «Elle tourne en dérision l'uniforme des PTT en portant en permanence un foulard rouge...»

Dans tous les centres, ces licenciements révoltent les postiers, d'autant que les effectifs sont notablement insuffisants : à Créteil la direction a limité de 16 à 10 les possibilités de congés pour les nuits. Chaque soir, pour ne pas se retrouver devant des trous un jour ou l'autre, elle désigne d'office qui sera en congé, quand elle n'a pas dix demandes ! Cet arbitraire total, les postiers ne l'admettent pas. Sur cette question des effectifs et de la titularisation des auxiliaires et vacataires, pour la réintégration de Llamas, ils comptent intervenir avec force, lors de la journée d'action organisée sur le Val de Marne par la CGT, la CFDT et la FEN, le 8 février.

### L'OCCUPATION CONTINUE

Vers 18 heures la direction réitère ses conditions. Les postiers décident alors de rester devant le bureau le temps qu'il faudra, il n'est pas question pour eux de repartir ainsi. Ils proposent à un des membres du Conseil municipal PS de rester avec eux. Situation difficile pour le PS aujourd'hui : lui qui est arrivé sur le centre au bout de deux mois de lutte, pour pêcher des voix, se trouve aujourd'hui contraint d'aller un peu loin, s'il ne veut pas finir de se discréditer !

Monique CHÉRAN

## Séguy : pas de remise en cause des orientations

Remous dans la CGT ? C'est le titre d'une tribune libre parue dans *Le Monde* du 28 janvier, sous la plume de Georges Séguy lui-même. *L'Humanité* du 27, pour le deuxième jour consécutif, donne la parole à un dirigeant cégétiste non membre du PCF, et qui proteste contre les accusations et tentatives socialistes. Cette fois, c'est Lucien Postel, membre de la CE et secrétaire des Métaux. Des remous, il y en a donc bien puisque Séguy prend la peine d'en parler. Des militants qui s'interrogent sur la ligne suivie par la direction confédérale, il y en a aussi, indépendamment des adhérents ou sympathisants du PS. Plus d'un militant CGT a été surpris de voir à quel point les déclarations de Séguy, au lendemain de la Conférence Nationale du PCF, reprenaient trait pour trait ses décisions.

Et c'est bien à leur intention que Séguy annonce un débat au sein de la CGT sur la démocratie et l'indépendance syndicales : «*Nous ne prétendons pas que par rapport à tous ces critères, la CGT a atteint la perfection. Nous sommes conscients de la persistance, de l'existence de lourdeurs, de manifestations d'étroitesse, du fait que l'exercice de la démocratie syndicale peut et doit être largement amélioré (...)* Nous entendons prouver

notre sincérité à cet égard en créant toutes les conditions propres à la libre expression au sein de la CGT, des idées qui s'y échangent, y compris dans la presse confédérale. Même si les manifestations de désaccord avec l'orientation de la confédération sont extrêmement rares, notamment en ce qui concerne ses relations actuelles avec les partis, nous pensons qu'il est souhaitable d'en débattre dans les organismes de direction et assemblées de syndiqués en toute quiétude, ne serait-ce que pour instruire les nouvelles générations de questions fondamentales dont le mouvement syndical n'a pas eu à se préoccuper depuis longtemps...».

Pourquoi ce souci de démocratie aujourd'hui ?

La direction de la CGT a pourtant fait grand bruit autour de la consultation «pour que vive le Programme commun» ! Il est vrai que les débats n'étaient pas ce qui préoccupait la direction CGT, puisque les formulaires pré-établis, devaient lui être renvoyés signés par les sections. Ceci n'est qu'un exemple du caractère formel de la démocratie pratiquée généralement dans la CGT. Est-ce d'une consultation du même type que Séguy parle aujourd'hui ?

Ce n'est pas un plébiscite qu'attendent les syndiqués CGT.

## Eaux d'Évian (Thonon)

### Le secrétaire de l'U.L. CFDT condamné

Le tribunal correctionnel de Thonon, vient de condamner le secrétaire de l'Union locale CFDT, à 200 F d'amende pour avoir «jeté le discrédit sur une décision judiciaire». Mais de quoi s'agit-il ?

Au mois de juin 1977, les travailleurs de la société des eaux minérales d'Évian à Amphion, rentraient en grève sur diverses revendications. Peu de temps après, ils étaient accusés par la direction de l'usine d'atteinte au droit du travail et à la propriété, pour avoir mis en place au cours du mouvement des piquets de grève. Ils étaient alors assignés devant le tribunal des référés. En fait, ils n'y passèrent pas ; non pas que la séance du tribunal n'eut pas lieu, mais elle se déroula... sans les travailleurs, contre lesquels une procédure expéditive fut employée, celle de l'ordonnance dite sur requête, dont parle l'article 812 du code de procédure civile : «*Le président peut ordonner sur requête toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement.*

Autrement dit, lorsqu'un patron veut expulser sur le champ et par surprise les travailleurs qui occupent une entreprise, l'ordonnance sur requête lui permet de se présenter seul au tribunal qui juge le bien fondé de sa demande sur le seul rapport du patron.

C'est parce que l'Union locale CFDT donnait son point de vue sur cette procédure d'exception, le 27 juillet dernier, que son secrétaire a été condamné. L'Union locale disait : «*Le tribunal prend sa décision en secret, sur simple demande écrite de l'employeur. L'ordonnance sur requête est le prototype d'une «justice» d'enregistrement. Mais une justice entièrement dévouée aux intérêts des employeurs est à ce prix.*» C'est le président du tribunal de grande instance de Thonon qui avait porté plainte «pour outrage à la suite de la rédaction d'un écrit de nature à discréditer une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance» !

## LUTTES OUVRIERES

Borel (région parisienne) : huit jours de grève

UNE FAILLE DANS L'EMPIRE  
DU HAMBURGER

● La grève actuelle des employés de chez Borel (centres commerciaux Vélizy 2, Rosny, Tour Montparnasse...) est effective depuis le 20 janvier, mais tout a en fait véritablement commencé dès le mois de décembre 77 : un mois comme les autres depuis le départ de Borel de la tête de l'entreprise ; son remplacement par le sieur Trezemen n'avait bien entendu rien changé aux dures conditions de travail et de salaires des 12 000 employés.

Décembre, après des mois de colère, va alors être un mois de réunion marathons entre les syndicats et la nouvelle direction, d'où rien ne sortira. Et pour cause : il faut dire que si le nouveau PDG du groupe de restauration, contrairement à son prédécesseur, n'a pas pu s'opposer à l'existence et au développement des syndicats durant douze mois, il a une conception toute particulière de leur rôle : celui d'enregistrer ses décisions, au cours des réunions de comité d'entreprise, et de les retransmettre au personnel. Autrement dit, comme nous le faisait remarquer un militant CGT : « Il a toujours tenté de nous faire jouer un simple rôle de tampon entre lui et les travailleurs, disant que le syndicat était l'outil privilégié pour faire passer ses décisions. »

Sans même parler de grève, Trezemen a toujours considéré que le syndicat n'avait pas à discuter revendications et pour faire passer dans la vie ses conceptions, il avait depuis sa nomination, refusé de mettre en place les organismes à l'intérieur duquel, malgré tout, on négocie, comme les commissions paritaires !

Mais ce petit jeu ne pouvait durer qu'un temps, Trezemen vient de s'en rendre compte.

Foncier : affaire «Kerlenard»  
en Bénodet10 millions d'anciens  
francs réclamés  
à des petits paysans

«Kerlenard» est une ferme de 17 hectares située sur la commune de Bénodet. Elle appartient à Madame Veuve Guellec, 79 ans, ancienne hôtelière de l'hôtel des Dunes à Beg-Meil, et à ses 2 filles, nues-propriétaires, qui habitent toutes les deux la région parisienne.

A la suite du départ de son fermier, la famille Guellec a refusé de louer les terres aux agriculteurs voisins malgré la demande qui lui a été faite.

Bien plus, Madame Veuve Guellec s'est faite inscrire à cette date à la Mutualité Sociale Agricole et est devenue «exploitante agricole». Les travaux étaient officiellement réalisés par un dénommé M. Coriou aux activités multiples : entrepreneur de travaux agricoles, il met en valeur 5 hectares de terrains dont il est propriétaire, plus diverses locations verbales dont l'importance est difficile à chiffrer. Il est en outre courtier en produits du sol, tenancier de café et possède un magasin pour la vente de produits du sol.

En fait, M. Coriou se trouvait vis-à-vis de la famille Guellec dans une position qui tend à devenir trop fréquente : on loue verbalement les terrains mais en apparence c'est

toujours le propriétaire qui est exploitant.

L'union cantonale de Fouesnant tenta de s'opposer à l'activité de M. Coriou sur la ferme de «Kerlenard» : une quarantaine d'agriculteurs du canton obligèrent M. Coriou et son fils à stopper leurs tracteurs alors qu'ils étaient occupés à défricher un champ qui n'avait pas été travaillé depuis 2 ans.

Les agriculteurs décidèrent d'aller plus loin. Constatant que M. Coriou continuait d'exploiter les terres de «Kerlenard» et que les contacts établis avec le notaire des propriétaires se soldaient toujours par un résultat négatif, ils firent irruption sur la ferme et — 64 tracteurs aidant — le labourèrent en l'espace de quelques heures. Puis l'union cantonale décida de répartir la ferme entre 3 agriculteurs : les frères Gouzien, de Kerhouren en Fouesnant, J.M. Nédélec de Trévorda en Bénodet et J. Tristan du Letty en Bénodet.

Un loyer de 510 000 AF (300 F x 17 hectares fut mis, à la Caisse locale du crédit agricole, à la disposition des propriétaires qui ne l'ont toujours pas perçu.

(Extraits APL Paysans Bulletin hebdomadaire d'information paysanne)

C'est un véritable raz l'bol qui va éclater en janvier et aboutir le 19 à ce que l'ensemble des syndicats appellent à un débrayage et une assemblée générale : le 20, 80 % du personnel parisien des Wimpy, centres commerciaux de Velizy, Parly 2, les services administratifs, celui des tickets de restaurants (avenue de Saxe), la Tour Montparnasse... se mettent en grève sur cinq revendications : Gratuité des deux repas, 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, paiement des indemnités journalières en cas de maladie, 13<sup>e</sup> mois, salaire minimum à 2 300 francs.

## PRIMES DE RISQUE...

Borel, ce sont les Wimpy, les hôtels (Sofitel), les restaurants d'entreprise, les restauroutes et plus généralement ce qu'on appelle les collectivités locales, les centres commerciaux, les restaurants de luxe comme le «Ciel de Paris», restaurant au 56<sup>e</sup> étage de la Tour Montparnasse à Paris, où l'on paye les plats «conseillés» 90 F les autres 150 F : différents endroits où l'on mange parfois très bien, souvent mal, et où surtout, d'autres travaillent comme plongeurs, serveurs, débarrasseurs, caissières. Chez Borel, on fait la plonge pour 1 795 F, au bout de 10 ans de maison, et on encaisse l'argent de 54 heures de travail par semaine au bout de 15 ans, semaine ; au bout de 15 ans, pour 2 100 F : ce salaire est bien sûr un maximum puisqu'y est comprise la prime d'assiduité, appelée depuis quelques temps pudiquement «prime exceptionnel-

le», à laquelle s'ajoute la prime de risque de 100 francs : le «risque» chez Borel, pour une caissière, c'est de se faire voler sa caisse, ou de faire une erreur : il faut tout rembourser à moins que la somme perdue ne soit prélevée directement sur le salaire ; on «prélève» beaucoup d'ailleurs chez Borel et notamment le prix de deux repas quotidiens, dont les employés parlent beaucoup : il faut dire que c'est un cas significatif des pratiques de la maison, quand on saura qu'un seul repas est effectivement pris, et que de surcroît, les deux devraient être gratuits !

... ET REPAS PAYÉS  
NON CONSOMMÉS

En effet, nombre d'employés (plonge...) commencent le travail à six heures du matin, prennent un repas à midi, mais finissent vers 6 heures alors que le repas est à 6 h 30 : impossible de rester quand il y a les gosses à aller chercher ou alors il faut compter la caisse !

Si les employés payent quotidiennement un repas non consommé (150 F mensuellement prélevés illégalement !), il n'en va pas de même à la fin de l'année quand il faut payer... les impôts : «En fin d'année, tu es imposé sur les «avantages en nature» chiffrés donc à 300 F par mois, alors que tu ne manges que pour 150 F et encore ! on est loin de la gratuité !» que les grévistes réclament et qui est tout simplement en l'occurrence, un avantage arraché par les employés de restaurant et codifié

dans un arrêté du 27 février 1946 ! C'est donc les employés qui payent au patron de Borel ce qu'il devrait leur payer ! Voilà une prouesse difficile à surpasser !

Mais comment expliquer l'impunité et la facilité avec laquelle Borel remet en cause les acquis arrachés par les travailleurs de l'hôtellerie, d'une manière générale d'ailleurs, cet exemple n'en étant qu'un parmi d'autres.

Cela s'explique pour une part, par les énormes difficultés de l'organisation syndicale, malgré son existence, dans le secteur hôtelier, Borel en tête. Qu'on en juge :

LES ENORMES FREINS  
AU TRAVAIL SYNDICAL

Le seul secteur des restaurants d'entreprise gérés par Borel dans la région parisienne emploie 3 000 salariés éparpillés dans 185 entreprises, eux mêmes répartis sur huit départements. Trois uniques délégués, ne disposent que de 20 heures de délégation mensuelle pour contacter ces 185 entreprises ! Si l'on compte le temps de déplacement, 4 ou 5 établissements peuvent être visités par mois, et au bout de deux ans, les 3/4 n'ont pas été vus !

Il faut signaler enfin, que

certains établissements sont difficilement visitables comme Citroën, où les délégués de chez Borel, doivent faire appel à l'inspection du travail pour y pénétrer, à condition d'être accompagnés !

Restent les contacts plutôt limités, par lettre, dont beaucoup, bizarrement, n'arrivent pas à destination.

La lutte engagée depuis huit jours malgré la répression, remet en cause le rôle de «tampon» que le successeur de Borel entendait faire jouer aux syndicats. Aussi, il n'a pu l'admettre : dès le second jour du mouvement, 14 employés, dont 4 délégués (et le secrétaire d'un des comités d'entreprise) ont appris leur licenciement. Leur réintégration est donc un objectif supplémentaire du mouvement en cours. La répression s'est accentuée jeudi, puisque les travailleurs sont passés devant le tribunal qui a demandé l'expulsion des occupants des locaux de la rue de Saxe, où se trouvent les bureaux administratifs et le stock d'une valeur d'un milliard de tickets restaurants que vend Borel aux entreprises au début du mois. Borel veut les récupérer !

R. FEUILLET

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Discours dans un village réquisitionné

GISCARD SE MAINTIENT AU 3<sup>ème</sup> TOUR

● Il est bien fini, le temps où la droite, triomphante et bien nourrie, nous disait : «*Enrichissez-vous*». Aujourd'hui, la démagogie a changé de langage : elle parle de «*crise*», de «*dur effort*», de «*conscience*», d'«*union pour la justice*». C'est le ton adopté par Giscard, devant les quelque 15 000 personnes rassemblées à Verdun-sur-le-Doubs. Un ton adapté aux circonstances, empreint de gravité et de fermeté pour dénoncer «*le danger collectiviste*» et appeler à renforcer la droite aux prochaines élections... et la mettre ainsi en mesure de s'élargir ensuite sur la gauche.

Pour appuyer cette demande, un tableau aussi optimiste que mensonger du «*redressement*» entamé : «*Regardez où nous en sommes : au mois de décembre, le dernier mois connu, un commerce extérieur en excédent, une hausse des prix ramenée à 0,3 %, un chômage qui recule alors qu'on vous annonçait bruyamment le contraire*».

Le million et demi de chômeurs appréciera !

Giscard a annoncé clai-

rement qu'il resterait en place après mars, quelle que soit l'issue du scrutin. Il a constaté qu'aujourd'hui aucun parti, ne pouvait gouverner en France sans allié, car aucun ne peut espérer réunir plus de 30 % des voix. Cela pour faire peur à l'électorat socialiste, qui se passerait bien, au moins pour une part, de la présence du PCF au gouvernement. Ainsi, si la gauche passe, «*le Programme commun serait appliqué*». Et, a dit en substance Giscard pour effrayer l'électorat, «*je se-*

*rai là, mais je ne pourrai plus rien pour vous.*»

Appels au «*bons sens*», longues métaphores sur la tentation du naufragé (la France aujourd'hui), qui toucherait presque au rivage après de durs efforts (le plan Barre) et éprouverait la tentation de se laisser porter par le courant (le Programme commun), souvenirs d'enfance, Giscard n'a rien épargné de l'arsenal de l'éloquence qui n'a rien à dire. Et ce n'est pas son désir affirmé de transformer la France en un pays de petits propriétaires, «*non pas propriétaires collectivement de la France*», et de «*rendre des racines à chacun*», qui convaincra beaucoup les milliers de travailleurs contraints à l'exode, les jeunes à qui l'on promet une «*prime de mobilité*», de voter pour la droite.

Ce n'est certainement

pas non plus autour de cet objectif, que se fera la grande «*unité*» dont rêve Giscard. Même si, comme il l'a évoqué sans ambiguïté, il tend la main aux partis de la gauche après les élections. Même si, comme cela est après tout bien possible, certains de ces partis, lassés d'attendre le pouvoir, acceptent de gouverner avec Giscard. La droite aujourd'hui n'a plus à offrir en pâture à son électorat que la peur devant le «*front du refus*» que constitue à ses yeux l'Union de la gauche. Elle en est réduite dans ses discours, au chantage et à la mendicité. Et si, comme l'a dit Giscard, le bon choix est «*entre la grandeur et le risque de médiocrité*», on peut être sûr après l'avoir entendu que la première ne se trouve pas de son côté.

Suzanne VALLÉE

## Pour résumer...

«*Selon Giscard, le «bon choix» doit tenir compte de quatre impératifs : «Quatre vérités doivent dicter ce bon choix : achever le redressement économique ; donner à la France les moyens d'être gouvernée ; avancer vers l'unité et la justice ; assurer le rôle international de la France (...)*

*«Ne croyez pas ceux qui promettent trop. Les Français ne vivront pas heureux au Paradis des idées fausses. Certains d'entre nous seront tentés de voter contre la crise. Mais il n'est pas plus efficace de voter contre la crise que de voter contre la maladie. La crise est comme l'épidémie. Elle vient du dehors. Pour la guérir, il faut bien choisir le médecin.»*

Giscard a tenu alors à rappeler ses «*efforts sur la justice*» : «*Patiemment, depuis trois ans et demi, malgré les difficultés économiques, malgré le conservatisme des uns, malgré l'incompréhension des autres, j'ai fait avancer la France vers davantage de justice. Jamais, en trois ans et demi, le sort des personnes âgées n'a été plus régulièrement et plus substantiellement amélioré. Jamais la situation des plus démunis, de ceux qui ne parlent pas le plus fort, les handicapés, les femmes isolées, les travailleurs licenciés n'ont fait l'objet d'autant de mesures nouvelles.*

Un peu plus tard, Giscard a énoncé une mise en garde pour l'après 78. Après avoir déclaré : «*L'application en France d'un programme d'inspiration collectiviste plongerait la France dans le désordre économique*», il a précisé : «*Vous pouvez choisir l'application du Programme commun. Mais, si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer et j'aurais manqué à mon devoir si je ne vous avais pas mis en garde.*»

Enfin, après avoir appelé à voter pour l'actuelle majorité, Giscard a laissé planer la perspective d'un élargissement possible après les élections : «*Je tends la main sans me laisser à tous les dirigeants politiques. Avec obstination, je continuerai mes efforts pour étendre la majorité. Il ne s'agit d'aucune manœuvre, mais de la recherche patiente des conditions qui permettront d'associer un nombre croissant des Français à l'œuvre commune. Plus nombreux sera l'équipage, et plus loin ira le navire.*»

## Quelques réactions...

Les réactions suscitées par l'énoncé du «*bon choix*» sont, elles aussi, sans surprise : Marchais a sauté sur l'occasion pour répondre aux deux «*questions fondamentales*» énoncées par Giscard : «*Oui, M. le président, si la gauche l'emporte, il y aura des candidats communistes au gouvernement ! Oui, M. le président de la République, le gouvernement de la gauche avec des ministres communistes appliquera le Programme commun !*»

Quant à Mitterrand, qui se réserve de répondre plus longuement à Château-Chinon, il a néanmoins déclaré hier qu'il avait «*peine à entendre des hommes politiques du plus haut niveau : «Je vous invite à combattre les autres» et d'autre part, «je me suis exprimé au nom de l'unité nationale.*»

De son côté, Raymond Barre s'est efforcé de répondre au reproche, matérialisé par les réponses à un sondage SOFRES sur la question, selon lequel Giscard serait sorti de son rôle en intervenant ainsi dans la campagne électorale : «*Le président de la République vient d'exposer quel était l'enjeu de la prochaine consultation électorale. Il lui revenait de le faire en raison de la Constitution, et du suffrage populaire qui l'a élu.*»

Pour Chirac, qui retrouve à quelques semaines du scrutin un accord enthousiaste perdu depuis longtemps : il se «*réjouit que le président de la République ait appuyé de sa haute autorité le choix fondamental qu'a fait le RPR. Nous sommes pleinement satisfaits de voir que le président engage les Français à soutenir les candidats de la majorité. Par sa détermination, par ses prises de position, par sa force dans le pays, le RPR a pris la tête du combat pour la victoire de la majorité. Je crois que nous sommes en train de la gagner.*»

## Montceau-les-mines

## 1 500 manifestants contre la politique de Giscard

Depuis trois jours, les CRS quadrillaient la ville. Le vendredi 27 dès huit heures du matin les cafés du centre étaient peuplés d'une colonie de supporters visiblement venus de loin. «*Aujourd'hui, disaient-ils, on espère avoir moins froid au pied*». Les minets giscardiens essayaient de se donner un peu de cœur au ventre pour faire la claque à leur idole.

Pendant ce temps, les compagnies de CRS prenaient position au quatre

coins de la ville. Combien de salaires d'ouvriers engloutis dans les préparatifs fastueux pour recevoir le monarque ? On a même démenagé des malades de l'hôpital dans les couloirs pour libérer un pavillon au cas où Giscard aurait une défaillance. Malgré le peu d'empressement des directions syndicales à organiser la riposte à la venue de Giscard (aucun appel de débrayage n'ayant été lancé à la mine), ce sont 1500 travailleurs qui se sont rassemblés au syndicat des

mineurs : 1500 manifestants à Montceau avec des délégations d'ouvrières du Textile, d'ouvriers de la métallurgie en lutte contre les licenciements et la fermeture de leur entreprise. Il y a longtemps qu'on n'avait vu une telle mobilisation à Montceau. Voilà un premier démenti à ceux qui disaient : «*Les travailleurs ne bougeront pas*». On peut aujourd'hui demander des comptes à ceux qui refusaient que le 27 soit journée départementale de grève sur la

Saône et Loire. Il y a loin de leur grande déclaration à la réalité. Il ne fallait pas soi-disant, à quelques semaines des élections, que quelques milliers de travailleurs expriment leur refus de payer la crise de la bourgeoisie. Voilà une démonstration que nous ferons connaître au cours de la campagne des candidats mineurs présentés par l'Union Ouvrière et Paysanne pour le Démocratie Proletarienne.

Correspondant  
Montceau-les-Mines

## Polémiques entre trotskystes

## Le reflet des querelles de la gauche

Quand nous employons le terme de bataille à propos des élections de Mars, cela ne fait pas référence à un quelconque langage militaire, mais au fait qu'il s'agit bien là d'une lutte politique d'importance, directement impliquée dans la lutte de classe. Cela n'est pas valable que pour les grands partis de la bourgeoisie, et les projets de capitalisme qu'ils avancent. Toutes les forces politiques sont aujourd'hui confrontées à la nécessité d'une claire délimitation politique.

On sait ce qu'il en est des forces trotskystes, dont la soi-disant volonté unitaire s'est transformée en une attitude sectaire faisant du vote pour la

gauche au second tour une condition préalable à tout accord. On sait ce qu'il en est de «*Lutte Ouvrière*» plus préoccupé de l'apparition de son sigle dans un maximum de circonscriptions que d'une réelle expression du mouvement de masse dans ces élections.

L'AJS quant à elle n'a même pas pris le soin de camoufler derrière des apparences son soutien sans réserve à la gauche, et particulièrement au PS. Le meeting tenu vendredi soir à la Porte de Pantin par cette organisation (à laquelle il faut ajouter l'OCI, mais c'est la même chose) n'était rien d'autre qu'un soutien au PS dans sa polémique avec le parti de Marchais.

Cette attitude n'a d'ailleurs rien de nouveau chez ces trotskystes-là. Dès le mois de septembre, *Informations ouvrières*, prenant fait et cause dans la querelle de la gauche, accusait le PCF d'avoir rompu les négociations et d'être le «*fossoyeur des aspirations populaires en faveur de l'Union de la gauche*». La campagne développée depuis par l'AJS sur le thème : «*Il faut que le PCF s'engage au désistement pour le second tour*» a reçu de manière très explicite (et pour cause) l'approbation du PS.

A l'occasion d'une réunion de l'AJS tenue dans le Rhône le 18 novembre, le député PS Poutissou n'hésitait pas à envoyer un télégramme de soutien :

«*Action à poursuivre. Félicitations...*»

Il n'est pas inintéressant de jeter un œil sur la polémique des différents groupes trotskystes à ce sujet. On chercherait en vain dans les colonnes de *Rouge* comme dans celles de *Lutte ouvrière* une dénonciation claire de l'alliance objective de l'AJS et du parti social-démocrate. Le reproche essentiel qui lui est adressé, c'est de se tromper de cible, de concentrer les attaques sur le parti de Marchais et non sur celui de Mitterrand.

Au-delà de la polémique, souvent vive, il est en tout cas un point commun : celui du soutien à la gauche, et la volonté de voir PS et PCF accéder au pouvoir.

## Affiches électorales

● A Paris, comme dans toute la France, une vague d'affiches a déferlé sur les murs, vague qui précède le raz-de-marée des dernières semaines de campagne. Au travers de ces affiches, de leur contenu comme de leur utilisation, on peut avoir un aperçu de la réalité des différents partis. On peut aussi constater que de jour en jour, les thèmes politiques des partis bourgeois deviennent grossiers, simplificateurs, mensongers.

Prenez l'exemple de Dominati, candidat giscardien du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris (1). On chercherait en vain dans son affiche un quelconque dis-

des hommes d'action, voilà le « message du RPR ».

On remarquera que cette profusion d'affiches, y compris bien en hauteur,

# UNE PUBLICITÉ COMME UNE AUTRE

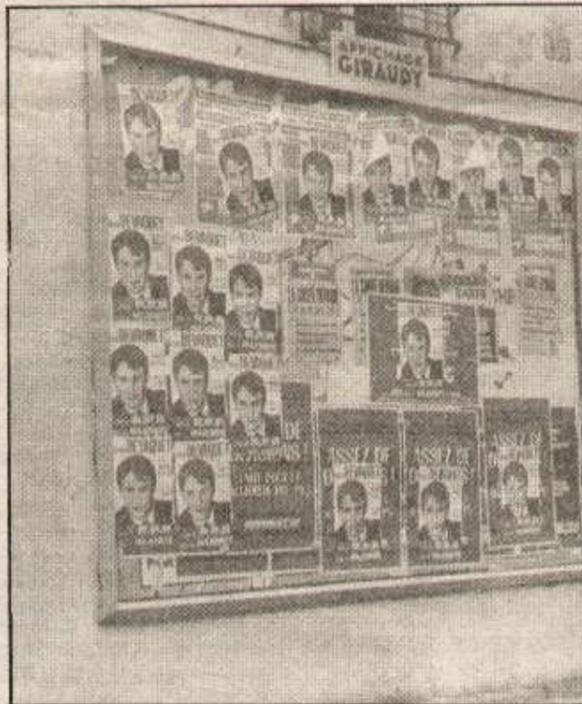
Le PS colle bien sûr d'autres affiches que celles fournies aux professionnels de la publicité. Celle de Mitterrand (3) est pourtant bien significative. On pour-



(1)

cours politique. D'un côté un buste, qui montre juste ce qu'il faut d'un costume rayé assurément cossu et qui tend à montrer la respectabilité du personnage. Le regard non pas en face, pour regarder l'électeur, mais vers le lointain, vers l'avenir. Dominati a des responsabilités, il doit donner l'image de quelqu'un tourné vers de vastes projets. Quel avenir ? Bien sûr l'affiche ne le dit pas. Sur la droite de l'affiche, un texte, ouvertement destiné à flatter l'électeur : d'abord votre député. Vous avez élu Dominati. Il est devenu un personnage important, (secrétaire d'État), c'est une fierté pour l'arrondissement. Et ce personnage important, que vous avez élu, il vous reçoit « personnellement » et le « personnellement » est souligné. Les électeurs du 3<sup>e</sup> ont la possibilité d'être reçus par un secrétaire d'État ! Pour continuer à bénéficier de tels honneurs, il faut voter Dominati, c'est la conclusion que les Giscardiens espèrent faire partager.

On s'en doute, le RPR (2) c'est tout autre chose. Le RPR ne fait campagne ni sur la respectabilité, ni sur les vagues projets d'autrui. Pour le RPR, la bataille contre la gauche, c'est pour demain. Outre le fait que le candidat soit jeune, on constatera que son buste est légèrement penché, il est en action. Le souci du détail est poussé à ce point qu'une mèche est détaché de sa coiffure, comme dans un mouvement. Le texte est secondaire par rapport à la photo : « Pour le progrès social dans la liberté, avec le RPR, avec la majorité ». Réactionnaire, il va falloir se battre pour le recours, il faut des députés qui soient



(2)

est le signe des colleurs peu pressés, prenant leur temps, sûrs de leur tranquillité : les hommes de main des officines du RPR.

rait disséquer longuement le texte : à qui s'adresse-t-il ? Est-ce une citation de Mitterrand ?... Mais l'essentiel pour les publi-

(3)



(4)

cistes du PS était de trouver une formule qui frappe. La formule, « la victoire en chantant » est connue, il fallait quelque chose d'approchant, et qui sous-entende que les élections sont proches. Quant au portrait de Mitterrand, c'est celui du maître, le doigt levé comme un maître d'école pour appuyer sa démonstration. Et puis il est censé parler, expliquer des choses : quoi ? on ne sait pas, il faut faire confiance. Notons enfin qu'avec l'aide des maquilleurs, photographes et autres techniciens, Mitterrand a là une photo très avantageuse, qui ferait presque croire à la droiture d'un homme qui trempait dans la politiciannerie bourgeoise depuis plus de 30 ans !

Avec le PCF, on change de registre sans pour autant abandonner la démagogie et les techniques publicitaires : l'affiche de la candidate du 11<sup>e</sup> arrondissement (4) est porteuse de bien des enseignements. Là, le regard est tourné de face, on regarde les réalités d'aujourd'hui, avec un air qui se veut compatissant et bon, presque charitable. Le texte et aussi simpliste que les autres (votiez PCF dès le premier tour, c'est la conclusion), et en gros, sous le visage de la candidate, (docteur Douceline Bonvallet). Souvenons-

nous d'un film : « Docteur Françoise Gaillard ». Ce film avait eu un succès populaire, principalement chez les amateurs d'histoire mélodramatiques. L'allusion à ce film est évidente. Le PCF fait appel d'une part aux sentiments, et mise d'autre part sur la compétence. Ce qui est mis en avant, c'est moins sa « qualité » de membre du PCF défendant un programme précis que le fait qu'elle soit « Professeure des hôpitaux de Paris ». Le PCF cherche à s'appuyer sur une idée fautive et à la développer : cette femme est professeure, elle doit être intelligente, elle connaît de plus la misère des malades, on peut lui faire confiance. Sur quoi ? Là encore rien n'est précisé.

On aura remarqué que sur ces quatre affiches, et il y en a des milliers d'autres à travers la France, il n'est pas fait allusion à un projet de société ou à des perspectives. C'est là un des signes de la campagne électorale maintenant ouverte. Ce qui est demandé aux électeurs par les partis bourgeois, ce n'est pas de réfléchir, encore moins de débattre ou de proposer, c'est uniquement de voter. De la sorte, de par leur contenu et de par les techniques qui ont présidé à leur élaboration, ces affiches des candidats bourgeois sont des produits publicitaires à vendre et non des moyens pour l'ouverture d'un quelconque débat politique.

**Mais voilà une affiche qui offre des perspectives**



## Hôpital psychiatrique de Moisselles

GREVE  
POUR LES EFFECTIFS

● Depuis le 19 janvier, les travailleurs du 2ème service (secteur d'Asnières) de l'hôpital psychiatrique de Moisselles (Val d'Oise) sont en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail, qui passent notamment par un renforcement des effectifs.

Jusqu'ici le personnel travaillait en postes fixes en faisant les 3 x 8. Pour ceux qui ne travaillaient pas du matin, la vie familiale était pratiquement impossible. Ce n'est qu'au bout de dix ou quinze ans que la possibilité de faire équipe du matin était donnée. Aussi de nombreux jeunes ont demandé un roulement sur plusieurs équipes. Pendant longtemps, la direction a refusé.

Mais tout d'un coup, revirement complet : cette fois les roulements sont imposés. Mais pas de la façon réclamée. En effet, cette mesure est destinée à cacher les énormes problèmes d'effectifs qui se posent en ce moment. Par

exemple, le 20 janvier dans un pavillon de l'hôpital psychiatrique, la sécurité des 32 malades n'était assurée que par deux employés dont un auxiliaire, qui normalement ne devrait pas remplacer mais « doubler » une infirmière diplômée. Mais bien sûr la direction fait faire aux auxiliaires le même travail pour un salaire bien inférieur. Deux pour 32 malades pendant toute l'après-midi ; comment s'explique ce manque d'effectifs sur l'hôpital ? Le médecin-chef qui s'intéresse surtout au travail de secteurs n'ayant pas obtenu les postes qu'il avait demandés à la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) a tout

simplement prélevé du personnel sur l'hôpital pour le mettre sur le secteur, c'est-à-dire les visites à domicile et le travail dans les deux dispensaires du secteur. Cet « intérêt » grandissant que manifestent les médecins-psychiatres pour la psychiatrie « de secteur » n'est pas pour étonner : sous de faux airs humanitaires, le quadrillage accru de la population impliqué par cette nouvelle conception ne fait qu'aggraver le contrôle social que la bourgeoisie cherche à imposer aux travailleurs.

Est-il possible de lutter sur la question des effectifs sans poser en même temps le problème des méthodes et des finalités de la psychiatrie aujourd'hui ? La question se pose.

Mais le personnel, sans pour autant nier l'intérêt d'un tel débat, a choisi d'axer ses revendications sur le problème du man-

que notoire d'effectifs à l'origine de la grève.

Le personnel exige la création de 23 postes dans l'ensemble du service et des conditions de travail permettant une prise en charge minimum des malades hospitalisés. En même temps, il dénonce la politique d'austérité menée actuellement dans la santé. Un comité de grève soutenu par les sections CGT et CFTD a été mis en place. Les soins minimum sont assurés, mais des initiatives ont été prises auprès des services extérieurs pour bloquer toute nouvelle admission : les personnes qui doivent être hospitalisées sont dirigées vers d'autres hôpitaux.

Une délégation est prévue lundi auprès de la DDASS, avant la réunion, le 2 février, d'une commission (consultative) chargée d'étudier les effectifs.

Claude  
ANCHER

Les publicitaires  
n'aiment pas  
qu'on dévoile  
leurs combines

L'Union des annonceurs a annoncé son intention d'intenter un procès à la Régie Française de Publicité (RFP), suite à l'émission télévisée « A la bonne heure » diffusée sur TF 1. Au cours de cette excellente émission les combines des publicitaires avaient été dévoilées. Les publicités avaient été prises au mot et expertisées, ainsi on avait pu voir que contrairement à ce qu'annonçait la publicité, la lessive Omo était impuissante à laver les taches d'une serviette nouée. Un des publicitaires présent à l'émission, Alméras n'a pas du tout apprécié cette contre-publicité et veut poursuivre la RFP qu'il accuse d'avoir prêté des films publicitaires à l'équipe de « A la bonne heure ».

Pithiviers : cérémonie  
de félicitation  
aux matraqueurs  
de Malville

Les flics qui réprimèrent avec une brutalité sauvage les manifestants du 31 juillet 1977 à Malville ont été félicités pour prix de leurs sévices. Rappelons qu'à la suite des tirs de grenades offensives par les flics, un manifestant était tué, deux autres amputés. Un flic devait également perdre sa main par l'explosion de la grenade qu'il s'appropriait à lancer. Le général Rigaud a félicité ce bataillon de choc à Pithiviers (Loiret) en ces termes : « Soumis aux assauts répétés et d'une rare violence d'émeutiers fortement armés, a fait preuve d'une remarquable cohésion, tenant ferme ses positions ».

Au cours de cette cérémonie, le gendarme qui avait perdu sa main a été décoré de la médaille d'honneur de la gendarmerie et cité à l'ordre de la gendarmerie nationale.

C'est un encouragement direct aux forces de répression pour intensifier leurs violences dans leurs interventions contre les manifestants.

Les ravisseurs ont livré  
une première tranche  
d'Empain

Prévenu par téléphone, un ami du baron Empain a découvert dans une consigne de la gare de Lyon un morceau d'auriculaire et deux messages, l'un émanant du baron donnant des nouvelles de sa santé, l'autre des ravisseurs réclamant 100 millions de francs. Il n'est pas encore prouvé que le bout de doigt trouvé appartienne au baron, mais il s'agit de toute façon d'un ferme avertissement à l'entourage du baron Belge pour qu'il prenne au sérieux les exigences des ravisseurs.

Parmi les pistes suivies, les policiers s'intéresseraient à une société de surveillance intérimaire licenciée par la direction du groupe Empain pour avoir brutalisé des délégués syndicaux.

Procès Pailleron :  
l'escroquerie du PDG  
des constructions  
modulaires

Les plaidoieries des parties civiles au procès des responsables de l'incendie du CES Pailleron se sont achevées vendredi. Les avocats ont mis en évidence des fautes graves du PDG des Constructions Modulaires et de l'architecte. Pour les essais en laboratoire servant à tester la résistance au feu, Lefevre, PDG de Constructions Modulaires utilisait de la colle thermofusible pour coller les plaquettes de Sopaland. Ainsi la résistance au feu constatée était meilleure, cette colle durcissant à la chaleur, mais elle n'était pas utilisée dans la construction.

L'architecte anglais M. Keyte s'était plié aux exigences de Constructions Modulaires qui refusait les rectifications qu'il demandait. Ainsi a-t-il préféré le Sopaland au placo-plâtre plus sûr.

GRENOBLE :  
LIBÉRATION  
DES DEUX ANTI-  
NUCLÉAIRES

Patrick Bunoz et Joël Larrive ont été mis en liberté provisoire jeudi soir après deux mois de déten-

tion préventive. Ils avaient été surpris par une patrouille de police le 30 novembre 1977 alors qu'ils transportaient des explosifs pour faire une brèche dans la clôture de Super-phénix.

Dissensions chez  
les écologistes parisiens

Malgré l'accord signé entre SOS Environnement et Écologie 78, tout ne va pas pour le mieux au niveau parisien entre les différentes composantes du mouvement écologiste. L'initiative de SOS Environnement d'annoncer la

liste de ses candidats en région parisienne avant qu'un accord ne soit conclu avec les autres composantes provoque bien des remous.

Paris - Écologie 78, les Amis de la Terre de Paris

et le Mouvement Écologique de Paris dans un communiqué commun protestent contre les méthodes de SOS Environnement. Selon eux la décision de SOS Environnement contrevient au protocole d'accord signé le 18

décembre 1977. Des rencontres ont eu lieu dans les deux arrondissements où SOS Environnement est constitué en association locale comme le prévoit l'accord du 18 décembre.

Dans les autres arrondissements où SOS Environnement n'est pas constitué en équipe locale, Paris Écologie 78 estime que seules les équipes locales constituées peuvent désigner des candidats : « Il s'inquiète du comportement de SOS Environnement dont la création récente semble dissimuler sous les couleurs de l'environnement les ambitions d'un syndicat de candidats ».

Il demande à SOS Environnement d'accorder son attitude avec « les principes du compartiment écologiste basé sur la démocratie locale ».

Du côté de SOS Environnement, on indique que les candidatures qui seront présentées le 29 janvier ne sont que des propositions. Si SOS Environnement reconnaît qu'elle n'a d'existence en tant qu'association locale que sur tiendrait à son caractère de fédération d'associations diverses. Elle considère donc qu'elle n'a pas violé le protocole d'accord.

On en est là pour l'instant. Des candidatures concurrentes ne sont pas à exclure sur certains arrondissements, toutefois aucune des composantes ne ferme la porte à un accord.

## Crues en Seine-et-Marne



La fonte des neiges et les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région parisienne ont provoqué une crue de tous les cours d'eau du bassin. Dans le sud de la Seine-et-Marne, la montée du Loing a été brutale entre Dordives et Gretz-sur-Loing. A Souppes, il a fallu évacuer un C.E.G. et une école maternelle. Plusieurs hameaux sont partiellement envahis par les eaux et les pompiers ont dû intervenir pour évacuer les sinistrés (sur notre photo : l'inondation à Varenne-sur-Loing).

A Paris, en raison de la montée de la Seine, les voies sur berges ont été interdites à la circulation dans la nuit de vendredi à samedi.

## Seine Saint-Denis

## LOGIREP CONTRE LES FAMILLES POPULAIRES DES DIZAINES D'EXPULSIONS

● A l'approche de la possibilité légale d'expulsion (cette année, le 1<sup>er</sup> avril), la société privée d'HLM Logirep avait fait assigner au tribunal de Bobigny toutes les familles en retard de loyer, pour obtenir leur expulsion ou les contraindre à des arrangements.

Aussi, jeudi après-midi, dans la petite salle du tribunal des référés, se pressaient des familles de Sevran et leur comité de locataires, et une quinzaine de familles sur les 38 convoquées de la cité des Francs-Moisins de Saint-Denis.

Dans cette cité, 12 000 personnes doivent s'entasser dans 13 blocs répartis sur quelques hectares. Malgré une apparence convenable, les logements y ont été construits « à l'économie ». Le chômage massif qui frappe les familles populaires de la cité rend les fins de mois de plus en plus difficiles à boucler. Le loyer devient une charge écrasante d'autant que les charges ont augmenté en décembre. Quant au loyer, une augmentation de 6,5 % est prévue pour février.

Dès que la nouvelle des menaces de Logirep a été connue, on a assisté à une opération à grand spectacle du PCF : en plus des habituelles pétitions, une voiture sono de la municipalité PCF est passée pour annoncer qu'un bus serait à la disposition des gens, le jeudi, et que Pierre Zarka, candidat à la succession du député Berthelot, serait présent ainsi que deux conseillers municipaux dont la présidente des HLM.

Mais la déception du PCF a été grande : seules sept familles étaient dans le bus à midi, en compagnie de quelques membres du PCF alors que les effectifs annoncés sur les Francs-Moisins sont, paraît-il, nombreux. Pierre Zarka, quant à lui, n'avait pas fait le déplacement. De toute évidence, la bataille organisée par le PCF est apparue à beaucoup comme une tentative de récupération électorale.

### «ARRANGEMENTS» ET EXPULSIONS

Parmi les familles convoquées au tribunal, quelques-unes avaient pourtant payé leur loyer. L'explication de cette étrange situation serait que, le régisseur étant parti avec la caisse, Logirep aurait du mal à s'y retrouver dans ses comptes...

Mis à part ces quelques cas exceptionnels, la plupart des familles présentes se sont vues condamner à payer des suppléments de loyer de 300 à 500 F par mois pour «épouger» des arriérés qui allaient de 1 000 à 5 000 F. Ainsi, un père de famille de trois enfants, gagnant 2 500 F par mois, un jeune couple où le mari et la femme ont chacun connu le chômage ; pour eux, il va falloir se restreindre sur tout, jour après jour, et cela sur une

gent d'ici le mi-février : or, elle vient d'être licenciée...

Quant aux familles qui ne se sont pas présentées, pensant sans doute leur situation sans issue, le juge n'a pas fait de détail : elles sont toutes condamnées par défaut à être expulsées le 1<sup>er</sup> avril !

D'ici là, malgré les difficultés dues au sentiment de honte qu'éprouvent certaines familles dans l'impossibilité de payer leur loyer, il est possible et nécessaire de s'organiser pour lutter contre les expulsions, en liaison avec les familles victimes de Logirep sur les autres cités.

Corr. SAINT-DENIS

### Belfort : «incidents» au Foyer pour l'Enfance

Il se passe des choses étranges au Foyer départemental de l'Enfance rue de Montbéliard à Belfort. Au cours d'une réunion du Conseil général, on a appris à l'occasion d'un vote sur des demandes de personnel pour le F.D.E. que, malgré d'importantes subventions, les enfants de mères célibataires reçus au Foyer sont mal vêtus, mal nourris, maltraités... aussi. C'est ainsi que le 27 octobre dernier, un médecin appelé d'urgence au Foyer pour un enfant «tombe de sa chaise» a constaté des traces de coups sur son visage. L'enfant était âgé de 11 mois...

Une lettre a été envoyée à la DDASS et l'administration a ordonné une enquête. Mais celle-ci n'a toujours pas abouti. Tout semble avoir été fait pour étouffer l'affaire. La direction du foyer n'a averti le conseil général des «incidents» que 10 jours après, et il a fallu attendre trois mois pour que l'affaire soit évoquée à ce même conseil général.

Correspondance

### Grenoble : le comité Français-Immigrés dénonce la campagne raciste

● En riposte à la campagne raciste orchestrée par le président de la Chambre des Métiers de Grenoble (cf. *Quotidien du Peuple* de vendredi), le Comité Français-Immigrés de Grenoble, après avoir rappelé les déclarations racistes de M. Mosnier, fait remarquer :

(...) «Un attentat a, il y a quelques jours, endommagé le magasin de M. Mosnier ; Alain Carignon, candidat de la majorité aux prochaines législatives, a aussitôt dénoncé «les actes de violence et les agressions dont sont victimes, ces temps-ci dans la ville, les personnes les plus démunies de défense : jeunes, personnes âgées, femmes seules...»

«Que M. Mosnier appelle, de façon non déguisée, à des attentats semblables à celui dont il vient d'être victime, n'embarrasse pas le leader local du RPR ; M. Mosnier est démuné de défense, ce n'était sans doute pas le cas de

Laid Sebai, assassiné par le «Commando Delta» à Paris ; ce n'est pas le cas non plus des travailleurs immigrés dont les foyers se font plastiquer ; un artisan algérien, auteur d'une réponse envoyée au nom de ses compatriotes au Dauphiné Libéré, s'est fait ensuite attaquer par des inconnus ; mais cet artisan-là n'intéresse pas M. Carignon, il n'est pas électeur, il n'a pas les faveurs du CID-UNATI.

Le Comité Français-Immigrés de Grenoble dénonce vigoureusement les propos et les menaces du Président de la Chambre des Métiers» (...)

## Meeting vendredi soir

## SOUTIEN A LA LUTTE DES PRISONNIERS POLITIQUES AU MAROC

● Vendredi soir, l'Union Nationale des Étudiants Marocains organisait un meeting de soutien pour clôturer la semaine de grève de la faim et d'action observée par les étudiants marocains en France et en Europe pour la levée de l'interdiction de l'UNEM et la libération des détenus politiques. Ce meeting réunissait à la Maison d'Italie de la Cité Universitaire une assistance nombreuse et attentive en présence du président de l'UNEM, Abdelaziz Menebhi. Une minute de silence fut observée à la mémoire de Saïda Menebhi, martyre de la grève de la faim des détenus politiques l'année dernière, et de tous les martyrs du peuple marocain.

Dans son intervention, le président de l'UNEM devait souligner que l'interdiction de l'UNEM, il y a cinq ans, le 24 janvier 1973 ne s'expliquait pas seulement par l'activité de cette organisation dans le cadre du mouvement étudiant contre le régime réactionnaire d'Hassan II, mais qu'elle était la conséquence de sa volonté de se lier aux luttes des masses populaires marocaines. Abdelaziz Menebhi a fait remarquer qu'après une période défensive, après l'interdiction, le mouvement étudiant était resté profondément attaché à son organisation de lutte, l'UNEM et que tous les mouvements de lutte de ces dernières années s'étaient accompagnés de mots d'ordre réclamant la levée de l'interdiction de l'UNEM. La grève de la faim et la semaine de lutte en Europe ont d'ailleurs été accompagnées de plusieurs jours de grève dans les facultés et les lycées au Maroc.

Le président de l'UNEM

devait rappeler que les luttes de la jeunesse intellectuelle s'inscrivent dans le cadre d'une montée des luttes populaires : luttes constantes des paysans contre les expropriations, luttes de la classe ouvrière dans tous les secteurs (37 000 journées de grève en 1976 contre 190 000 en 1974).

Abdelaziz Menebhi a dénoncé la violente répression que toutes ces luttes ont dû affronter : arrestations arbitraires, enlèvements, tortures, assassinats. Cette répression s'exerce également en Europe, grâce à l'activité d'officines du régime qui espionnent et dénoncent les militants progressistes marocains, avec la collaboration de l'impérialisme français qui a expulsé Saïd Smihi et d'autres militants qui sont actuellement l'objet de poursuites à leur retour du Maroc.

L'UNEM poursuit également son combat contre la guerre que mène Hassan II contre le peuple sahraoui

### Zimbabwe : course au règlement interne des racistes

Le chef du régime raciste de Rhodésie Smith était sur le point, à la fin de la semaine de parvenir au «règlement interne» qu'il élabore avec les collaborateurs africains de sa politique, Muzorewa, Sithole et Chirau, pour instituer un régime néo-colonial au Zimbabwe. Le régime proposé implique des bases racistes, puisque les Blancs auraient un nombre de sièges fixé à l'avance, un droit de veto au Parlement et un droit de regard privilégié sur la défense et l'ordre. Le plan ressemble étrangement au plan Kissinger de 1976, rejeté à la Conférence de Genève par le Front Patriotique et à ce moment-là, par Muzorewa lui-même.

Des difficultés de dernière minute auraient surgi, Muzorewa ayant menacé de quitter les négociations à la suite d'une altercation avec le chef des racistes. L'évêque veut sans doute apparaître comme le plus ferme, alors qu'il est compromis jusqu'au cou dans les manœuvres de Smith. Il est de toute façon probable qu'avec ou sans Muzorewa Smith fera tout pour présenter un règlement, dans l'espoir de prendre de vitesse la Conférence de Malte où les dirigeants du Front patriotique, authentiques représentants du peuple du Zimbabwe vont rencontrer le ministre des Affaires étrangères britanniques Owen.

«pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Le président de l'UNEM a déclaré que cette guerre était une agression contre tous les peuples de la région, perpétrée pour le compte de l'impérialisme. Le peuple marocain, a-t-il été dit, manifeste sa résistance à l'opération chauvine que constitue cette prétendue «reconquête» : il résiste à l'emprunt forcé destiné à la financer, tandis que les désertions, les révoltes dans les casernes se multiplient.

### RESTER VIGILANT

Dans leur intervention, les comités de lutte contre la répression au Maroc ont apporté leur soutien à la lutte de l'UNEM pour la levée de son interdiction et pour la libération de tous les détenus politiques. Leur représentante a fait un rapide tableau de la situation de ces détenus.

Pour les comités de lutte, la grève de la faim des détenus politiques, après la mort tragique de Saïda Menebhi, le courage des détenus et de leurs familles ont permis d'obtenir des résultats pour un certain nombre de revendications matérielles (nourriture, possibilité de visites élargies). Cependant, a souligné la militante des comités de luttes, il est nécessaire de rester vigilant, car les revendications portant sur les droits politiques des prisonniers (droit d'avoir des journaux et la radio, fin de l'isolement de certains détenus) est toujours en négociation avec le ministère de la Justice. Mais, en fin de compte, cette lutte a constitué une défaite pour le régime qui a dû reconnaître publiquement l'existence des détenus politiques, qu'il avait toujours nié auparavant.

Les comités de lutte contre la répression dénoncent le sort des détenus politiques de Meknès qui ont beaucoup de mal à bénéficier du droit de visite. Le nombre et les conditions de détention des détenus militaires est par ailleurs très mal connu : il s'agit d'une part de militaires détenus à la suite des tentatives du coup d'État et qui n'ont pas été libérés après leur temps de détention, et d'autres part de militaires qui se sont révoltés contre la guerre du Sahara. Les comités de lutte appellent aussi la détention et l'arrestation arbitraire d'environ 150 sahraouis, réprimés pour la seule manifestation de leur identité nationale. Les comités publieront prochainement un document à ce sujet.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

# Portugal UN GOUVERNEMENT D'AUSTERITE

Un mois et demi après la chute du gouvernement, le Président de la République portugaise, le Général Eanes a approuvé la composition du nouveau gouvernement que vient de lui présenter Mario Soares, secrétaire du Parti socialiste. «Un gouvernement de gauche avec l'accord du centre» : c'est la définition donnée par Soares lui-même qui a rappelé que «l'austérité» était indispensable.

Comment pourrait-on en douter quand Basilio Horta (CDS) ex-secrétaire général de l'organisation du patronat portugais devient ministre du Commerce et un autre membre du CDS ministre des Affaires étrangères. La négociation avec le Fonds Monétaire International pour l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars va pouvoir reprendre. Et ce prêt implique un programme draconien d'austérité (diminution de la consommation intérieure, restriction des dépenses de l'Etat...), que le nouveau gouvernement doit être en mesure d'imposer aux travailleurs.

Les travailleurs et le peuple portugais connais-



Le nouveau cabinet portugais se présente.

sent trop bien le CDS et ses dirigeants qui participaient déjà à des degrés divers au régime fasciste de Salazar et qui ont appuyé les tentatives de coup d'Etat de Spínola. Le président du CDS Freiras do Amaral déclarait récemment que son Parti n'avait pas de divergence avec le PS sur le programme à appliquer jusqu'en 1980. La classe ouvrière ne peut rien attendre d'autre de ce gouvernement

qu'une aggravation de ses conditions de vie et de travail.

Le PCP voit d'un très mauvais œil cette situation d'autant que le mouvement de restitution aux anciens patrons des entreprises nationalisées va s'accroître, démantelant complètement ce qu'il avait mis en place. Ces raisons et l'impopularité du CDS parmi la classe ouvrière ont obligé le PCP à prendre une attitude ferme de dénonciation de cette alliance, et l'intersyndicale qu'il dirige a exprimé «son inquiétude» devant la désignation à des postes importants de «ministre compromis avec le fascisme».

D'un autre côté, le PSD (Parti social-démocrate), cherche à récupérer les secteurs de la bourgeoisie les plus réactionnaires tels que ceux regroupés par la confédération des Agriculteurs Portugais ou les moyens et petits entrepreneurs de secteurs traditionnels (vins, bois, tex-

tiles...) qui seront éliminés par la concurrence, et la pénétration de plus en plus marquée de l'impérialisme US par l'intermédiaire du prêt du FMI.

Le PSD veut se présenter pour ces couches comme un éventuel recours. Aussi, le gouvernement PS-CDS majoritaire au Parlement, sera difficilement accepté par certains secteurs de la bourgeoisie.

Par ailleurs, au sein même du PS, des contradictions se développent. Lopez Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture va tenter de regrouper les socialistes «de gauche» en vue d'une alliance avec le PCP.

Mais la classe ouvrière industrielle et les travailleurs agricoles ont montré ces derniers mois par des luttes importantes, qu'ils n'étaient pas prêts à accepter l'austérité et la baisse du pouvoir d'achat.

Antoine JALLIEU

## ITALIE

Le comité central du PCI réuni jeudi a renouvelé l'appel du parti révisionniste italien pour sa participation au nouveau gouvernement. Berlinguer a à nouveau évoqué, en cas de refus de la démocratie chrétienne la possibilité d'un gouvernement «laïc», c'est-à-dire de son parti et des autres partis sauf la DC. Cette majorité — arithmétiquement possible — n'a aucune crédibilité étant donné la prépondérance que le PCI pourrait y avoir. Par cette manifestation de fermeté, Berlinguer veut faire monter les enchères. Sa déclaration est complémentaire de celle de Lama, qui, en lançant des appels à l'austérité pour les travailleurs, veut montrer l'apport qui serait celui du PCI pour faire payer la crise aux travailleurs.

## BELGRADE

La conférence de Belgrade, reprise au début de ce mois est toujours dans l'impasse, l'URSS refusant tout document faisant le point sur la question des droits de l'homme. Le délégué américain a accusé le soviétique de faire du «blocage», tandis que celui-ci affirmait «les États-Unis sont en train d'essayer de nous engager dans un débat démagogique sur les droits de l'homme».

## NICARAGUA

Après l'assassinat du dirigeant de l'opposition Chamorro, la grève générale s'est poursuivie contre la dictature de Somóza. Celui-ci a fait appel à l'armée pour tenter de briser la grève.

## Débat et résolution de la 32<sup>e</sup> session de l'ONU Résolution sur Chypre (Suite)

### INTERVENTION DU DÉLÉGUÉ DE LA GRECE

Georges Papoulias, délégué de la Grèce a ensuite pris la parole pour souligner l'urgence de trouver une solution juste au problème chypriote, conformément aux résolutions de l'O.N.U.

«Malgré le calme qui règne depuis quelques mois, a-t-il observé, les tensions sous-jacentes augmentent et la prolongation de la crise continue à mettre en danger la paix internationale».

Pour le délégué grec, l'impasse actuelle est due à l'occupation turque et au fait qu'un tiers de la population demeure réfugiée dans son propre pays.

### INTERVENTION DU REPRÉSENTANT DES CHYPRIOTES TURCS

Le représentant des chypriotes turcs a déclaré que le mandat de la Force des Nations-Unies devrait être modifié pour être plus conforme à la situation actuelle (c'est à dire, à la partition de fait de Chypre), «Il est essentiel a-t-il dit de se rendre compte qu'il n'est pas question de revenir à la situation d'avant 1974» et a trouvé «regrettable que les chypriotes grecs aient refusé de se concentrer sur des solutions réalistes et d'engager le dialogue sur un pied d'égalité». L'égalité dont fait état le représentant de la communauté chypriote turc s'inscrit dans la logique de la partition de Chypre. C'est «la mobilisation de la situation sur la base de la stricte égalité des droits dans le cadre d'un État fédéré à deux zones». «Nous voulons un nouvel arrangement qui nous donne des garanties effectives de sécurité et de propriété. (...) Si les chypriotes grecs acceptent, il n'y a aucune raison pour que l'année 1978 ne soit pas celle d'un règlement définitif de la question». C'est la politique du fait accompli au service de Chypre. En effet, si les chypriotes grecs qui ont toujours été majoritaires dans l'île acceptaient de céder 40 % de leur territoire et de voir 1/3 de la population réfugiée dans son propre pays, il n'y aurait pas la question de Chypre et il n'y aurait pas besoin de règlement.

Le délégué de la Turquie a pris la parole pour déclarer récemment son pays avait tout fait pour créer un climat favorable à la reprise des négociations.

Tout, sauf retirer son armée d'occupation de Chypre.

### LA COMMISSION SOCIALE ADOPTE DEUX TEXTES SUR CHYPRE

Sans vote, la commission sociale a adopté un texte priant le Secrétaire Général de constituer une commission avec la participation de la Croix-Rouge chargée d'enquêter sur la question des personnes portées disparues à Chypre.

### RÉSOLUTION SUR MAYOTTE

Le 1<sup>er</sup> novembre, par 121 voix et 17 abstentions, la France n'ayant pas participé au vote, l'Assemblée a demandé aux gouvernements comorien et français d'œuvrer dans le sens d'un règlement du problème de Mayotte. Selon l'Assemblée ce règlement doit respecter l'unité politique et l'intégrité territoriale des Comores conformément aux résolutions des Nations-Unies. Elle donne mandat au secrétaire général de l'ONU de prendre toute initiative de nature à favoriser les négociations. L'Assemblée invite, en outre, le Secrétaire Général (M. Waldheim) à entrer en contact avec l'O.U.A en vue d'obtenir son aide dans l'accomplissement de sa mission.

Avant le vote, le représentant de la France a déclaré que le projet de résolution était inacceptable et constituait une ingérence dans les affaires intérieures de la France. Il prétend fixer à l'avance les résultats des négociations. «Le texte nie arbitrairement aux mahorais le droit d'exprimer librement leur choix» a ajouté le délégué de la France. (à suivre)

### PROCHE-ORIENT

Alors que les négociations séparées directes entre Sadate et Begin ont été suspendues depuis plus d'une semaine, les manœuvres américaines pour les faire reprendre se précipitent. Atherton, adjoint du secrétaire d'État U.S. Vance a

multiplié les navettes : porteur des propositions des sionistes, il s'est rendu en Jordanie puis en Egypte. Sadate, qui doit aller aux États-Unis le mois prochain pourrait y rencontrer Begin. Les entretiens de la commission militaire pourraient reprendre prochainement à Jérusalem.

## USA : controverse sur des ventes d'avions à l'Arabie Saoudite et Israël

Carter est sur le point d'annoncer officiellement la vente de 60 F 15 à l'Arabie Saoudite pour une valeur de 1,5 milliard de dollars.

Il examine par ailleurs la demande israélienne de 150 F 16 et de 25 F 15 pour une valeur de 4,5 milliards de dollars.

Il a officiellement fait savoir à des membres du Congrès qu'il accepterait cette demande. Le sénateur Church a envoyé une lettre à Carter, signée de 7 membres de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, qui critique la vente à l'Arabie Saoudite, affirmant qu'elle «modifierait l'équilibre des forces» entre les Arabes et Israël. Les ventes d'avions à Israël suscitent également des oppositions à la suite du discours de Sadate la semaine dernière, critiquant les ventes d'armes américaines à Israël. L'administration américaine a commencé des consultations avec les membres du Congrès pour qu'ils approuvent la livraison d'avions à l'Arabie Saoudite en raison de la dépendance américaine à l'égard du pétrole saoudien et du soutien à la politique américaine au Moyen-Orient que peut apporter l'Arabie Saoudite.

## USA : la CIA se réorganise

La Maison Blanche a rendu public le plan de réorganisation de la CIA. Aux termes de celui-ci, le directeur de la CIA aura des pouvoirs accrus, notamment en exerçant un contrôle sur toutes les attributions financières de l'agence.

Pour le reste, quelques mesures de moralisation bien hypocrites interdisent à la CIA d'opérer sur le territoire américain en temps de paix, de prendre contact avec les universités clandestinement et de participer à des organisations privées sans que celles-ci en soient informées, pour autant qu'elles n'aient pas de membre étranger. Ces mesures viennent sanctionner l'épuration qui a eu lieu dans la CIA pour mettre un terme aux contradictions qui la minaient depuis plusieurs mois ; elles sont également destinées à redonner une image de marque à l'agence après les scandales causés par les révélations des agents chassés de la CIA.

Ainsi réorganisée, la CIA va redevenir un engin de guerre efficace de la politique américaine.



**abonnez-vous  
abonnez  
vos amis**

**le quotidien  
du peuple**

**PARMI LES CADEAUX**

**Le livre**

**Miklós Haraszti**  
**SALAIRE  
AUX PIÈCES**  
ouvrier  
dans un pays  
de l'Est

COMBAT  
SEUIL

**Salaire  
aux pièces**  
de Miklos Haraszti

«Salaire aux pièces» et en sous-titre : «Ouvrier dans un pays de l'Est», ainsi se présente le témoignage de Miklos Haraszti. Étudiant en sociologie, il a été exclu de l'université et a travaillé plusieurs années comme ouvrier dans les usines hongroises, notamment comme fraiseur dans une fabrique de tracteurs. Son livre est, à travers cette expérience, une étude détaillée du mode de production dit «socialiste» par la littérature officielle.

«La première chose à faire quand tu reçois ton boulot» conseille un ouvrier à Haraszti, «c'est de regarder le tarif... Occupe-toi du salaire par pièce, c'est tout». Le résultat, c'est le «rabiote», le rabiote sur la qualité et surtout la sécurité, par tous les salariés aux pièces. Ainsi, le truc de l'un d'entre eux, «consiste à ne pas visser les pièces de grande dimension sur la table de la fraiseuse, mais à simplement les poser dessus et à les pousser de tout le poids de son corps pendant que la table avance et que les dents crissent. C'est terrifiant. Mais s'il ne procédait pas ainsi, il perdrait les deux minutes que cela lui fait économiser toutes les dix minutes.»

Les régleurs ? «C'est des copains aux chefs : c'est pour ça qu'ils sont passés régleurs, ils sont bien partis» dit un ouvrier et il ajoute : «Même si tu te débrouilles tout seul, ça ne fait rien, ils te piquent la paie du régleur sur la tienne, c'est clair comme de l'eau de roche». Semblables aussi les chronos, hais des ouvriers : «Ceux-là, ils passent leur temps à lorgner ce qu'ils vont pouvoir encore rogner.» «On peut leur parler, mais c'est inutile, ils se disent tous en eux-mêmes : maintenant, tu avances comme une tortue, mais dès que j'aurai tourné le dos, tu te transformeras en lièvre. Et ils ont raison, ils n'ont pas besoin de sortir de leur bureau pour le savoir... Alors ce type, tant que je devrai foncer comme ça pour me faire ma paye, je ne pourrai pas le regarder en face» dit un fraiseur.

Les chefs ? Ce sont «ceux d'en haut», «eux». «Ce sont eux, et pas nous qui constituent l'entreprise : l'entreprise est un pouvoir au dessus de nous» dit Haraszti. Le délégué syndical ? «Il fait partie du pouvoir régnant dans l'usine, d'un pouvoir qui est aud dessus de moi».

Un témoignage implacable sur un système, celui du capitalisme, image vivante, réalisée, du projet du PCF.

Vous êtes d'ores et déjà nombreux à avoir répondu à notre appel lancé pour la formule 77-78 d'abonnement-ami. Nouveaux abonnés ou lecteurs renouvelant leur abonnement, vous avez apporté ainsi un soutien financier précieux pour le *Quotidien du Peuple* en lui fournissant une avance sur ses rentrées financières.

Cependant, cette campagne doit se poursuivre car les besoins financiers du journal, loin de stagner, vont sans cesse en s'amplifiant, ne serait-ce que par l'augmentation du coût de tous les éléments permettant sa réalisation. Mais

surtout, pour que le *Quotidien du Peuple* puisse jouer pleinement son rôle d'Organe Central du Parti dans la bataille politique de 1978, avant comme après les élections, il a besoin, de façon décisive, de votre soutien. Pour cela, nous vous proposons, parallèlement à la formule normale, une formule exceptionnelle «Pour la bataille politique de 78», c'est-à-dire un abonnement de 6 mois pour 180 F.

Vous qui êtes lecteur du *Quotidien du Peuple*, participez à cette campagne d'abonnement, abonnez-vous et abonnez vos amis.

**LA CARTE D'ABONNÉ AMI VOUS DONNE DROIT :**

**A un abonnement à :**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

**et à un livre ou un disque au choix :**

- Le tome V de Mao Tsé-toung**,
- Ou parmi les livres :
  - *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paula Lejeune)
  - + *La Commune en bandes dessinées*
  - *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
  - *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran).
  - *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
  - *La Commune de Paris* (Lissagaray).
  - *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
  - *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
  - *Salaire aux pièces*
  - *L'électro-nucléaire*. (CFDT)
  - Nucléaire, danger immédiat.*
  - *Les écoles rurales, quel avenir ?*

**Parmi les disques :**

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile*
- Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

**LIBRAIRIES :**

- Besançon** Lib. les Sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mimesis (10 %) 5 bis rue Grassi
- Bourges** Lib. Nathaël 4 cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
- Caen** La Licorne (10 %) Rue Froide
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10 %) 30 rue de Kerampont
- La Rochelle** Librairie la Genette (5 %) Rue Rougemont
- Lille** Librairie Populaire 40 rue de Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3<sup>e</sup>)
- Marseille** Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1<sup>er</sup>)
- Metz** Librairie Geronimo (10 %) rue du Pont des Morts
- Nantes** Librairie 71 (10 %) 29 rue Jean Jaurès
- Nice** Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
- Orléans** Les Temps Modernes (5 %) Rue N.D. de Recouvrance
- Paris** Librairie de Valois (10 %) 25 rue du Valois (1<sup>er</sup>)  
Les joueurs de A (12 % livres pol.)  
9 rue des Lions St-Paul (10 %)  
L'Harmattan (10 %)  
18 rue des Quatre Vents (5%)  
Tschann (10 %)  
83 bd du Montparnasse (14%)  
Plasma (10 %)  
41 rue Saint-Honoré  
33 % sur les Ed. P.J. Oswald  
7 rue de l'École Polytechnique (5%)
- Reims** Le Grand Jeu 20 rue Colbert

**CINÉMAS :**

- Paris** Saint-Séverin 12 rue Saint-Séverin (5%)  
Tarif étudiant : 10 f  
La Clef 21 rue de la Clef (5%) Tarif étud.  
Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5%)
- Lyon** Cinématographe 44, cours Suchet (2%)  
Tarif collect. (5 tickets - 40 F)  
Le Canut 32 rue Leynaud (1<sup>er</sup>) (tarif. étud.)

**Nom (en capitales)** .....

**Prénom** .....

**Ville** .....

**Date :** .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F) échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami» qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## Samedi 28 janvier

## TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro un : Michel Sardou  
21 h 30 - Les chevaliers aux 108 étoiles  
22 h 25 - Télé-foot  
23 h 25 - Journal et fin

## A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - La brigade des mineurs  
22 h 05 - Voir  
22 h 55 - Drôle de baraque  
23 h 25 - Journal et fin

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Gala de la piste  
21 h 15 - Louisiane bien-aimée  
22 h 10 - Court métrage français  
22 h 45 - Journal et fin

## Dimanche 29 janvier

14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche  
15 h 35 - Paul et Virginie. 2<sup>e</sup> épisode  
16 h 15 - Sports première  
17 h 45 - L'île perdue  
18 h 10 - Un camion en or massif. Film TV américain Avec H. Fonda  
19 h 25 - Les animaux du monde  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Le roi et quatre reines. Film américain de Raoul Walsh (1956), avec C. Gable  
21 h 50 - Expression. Magazine culturel  
23 h 05 - Journal

## A 2

14 h 35 - Drôles de dames  
15 h 30 - La lorgnette  
18 h 20 - Muppet show  
16 h 45 - L'école de fans  
17 h 25 - Monsieur cinéma  
18 h 00 - Pom pom pom...pom  
18 h 15 - Le petit théâtre  
19 h 00 - Stade 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Musique and music. Spécial Enrico Macias  
21 h 40 - Rubens. Documentaire  
22 h 40 - Journal

## FR 3

16 h 35 - Les maîtres d'œuvre  
17 h 25 - Plein air : Thalassa  
17 h 55 - Cheval, mon ami  
18 h 25 - Espace musical  
19 h 20 - Spécial DOM-TOM  
19 h 35 - L'odyssée de Scott Hunter.  
20 h 05 - Histoire de France. Justice pour Sedan  
20 h 30 - Preuves à l'appui. N° 4 : le loup du bois  
21 h 20 - Journal  
21 h 35 - L'homme en question : Alain Bombard. Alain Bombard, médecin, biologiste, est délégué général du Laboratoire de biologie marine. L'observatoire de la mer créé en 1966. Il vit et travaille sur l'île des Embiez, près de Toulon.  
22 h 40 - Cinéma de minuit : aspect du cinéma italien : Break-up, érotisme et ballons rouges, film italien de Marco Ferreri (1964) en version originale sous-titrée, avec : M. Mastroianni et C. Spaak

## Lundi 30 janvier

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : Voyage au pays de l'abandon : Les enfants abandonnés  
18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - L'accusée  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Boule de feu. Film américain d'Howard Hawks (1942) en version française avec : G. Cooper  
22 h 30 - Les grandes expositions. Les collections de Louis XIV  
22 h 40 - Journal

## A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 35 - spécial législatives 78. Emission de Jean-Pierre Elkabbach : face à face Robert Fabre-Jean-Pierre Soisson  
22 h 35 - Zig-zag : Photo-journalisme 1967-1977  
23 h 05 - journal

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 40 - Tribune libre : l'Union Travailliste  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma public : la statue en or massif. Film américain de Russel Rouse (1966) en version française avec : S. Boyd  
22 h 25 - Journal

# «LES CLOWNERIES» DU CIRQUE ALFRED



Gros nez rouge, vieux costumes élimés, chaussures fatiguées, les trois clowns tchèques du cirque Alfred ne se distinguent pas au premier abord des «Augustes» traditionnels. Comme eux aussi, ils tombent, se querellent, se combattent en s'administrant quelques claques vigoureuses. Ballons qui éclatent, parade musicale avec grosse caisse, trompette et crécelle font partie de l'arsenal obligé. Mais là s'arrête la comparaison. Si le spectacle présenté par le cirque Alfred ne rejette par en bloc l'héritage traditionnel, il le retravaille et l'intègre d'une façon originale dans des numéros entièrement nouveaux.

C'est ainsi qu'un simple rouleau de papier est le point de départ d'un numéro étonnant : papier déchiré, détruit puis reconstruit, remodelé et nous voici chez le coiffeur, à la corrida, sur un terrain de football, sur un ring : 1...2...3...4...5...4...3...2...1 le temps se renverse brusquement. Le compte à rebours prend le relais du

décompte de l'arbitre. Et c'est l'alunissage des clowns-astronautes.

Refus de la parole dans ce spectacle de pantomime, refus des jeux de mots, des plaisanteries trop faciles mais jeu de cache-cache avec un rond de lumière insaisissable, jeu avec les sons. Gestes et sons se complètent en parfaite synchronisation : un clown saute à la corde... avec une onde sonore, un autre s'approche et malicieusement coupe brusquement cette corde invisible. Chute. Rires.

Poussé, bousculé par ses compères mais surtout par deux personnages dont la livrée symbolise l'autorité, le clown tel que nous le montre et tel que l'a vécu Ctibor Turba l'auteur du spectacle, c'est le personnage que, dans le monde du cirque, personne ne respecte. «Dehors, le clown ! place aux «étoiles», aux jongleurs et funambules que réclament les ovations d'un public méduisé. Étoiles que leurs exploits rendent trop loin-

taines ; le clown, lui, ne plane pas dans les airs, au contraire, il ne cesse de tomber à terre, suscitant nos rires mais aussi notre amitié. Malgré les brimades, il s'obstine, joue de mauvais tours à ceux qui le persécutent, ne renonce jamais à s'exprimer. Ainsi dans leur premier numéro, on leur prend leurs pupitres puis leurs partitions, leurs chaises, et enfin leurs instruments : ils continuent à jouer !

Et le spectateur continue à rire longtemps après la fin du spectacle en songeant aux gags merveilleux du cirque Alfred.

Claude ANCHER

Le cirque Alfred présente «les clowneries» de Ctibor Turba, (Boris Hybner, Jan Kratochvil) avec Borislav Povka, Boris Hybner, Otakar Jirak, Jan Unger.

Au TEP,  
17, rue Malte-Brun  
Paris 20<sup>e</sup>  
Dernières représentations le 28 et le 29 janvier

## Et l'acier fut trempé

52<sup>e</sup> épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

1920 : L'Armée Rouge combat contre les troupes blanches.

Depuis un an, Pavel Kortchaguine parcourait son pays natal, tantôt sur une tatchanka, tantôt sur un avant-train d'artillerie, tantôt sur une jument grise à l'oreille sabrée. Plus viril, plus fort, il avait grandi dans les souffrances et les privations.

Sa peau endurcie ne saignait plus au contact des lourdes cartouchières, et un cal s'était formé sous la bretelle du fusil.

Il avait vu bien des spectacles effrayants au cours de cette année. Avec des milliers d'autres combattants, comme lui en haillons mais enflammés par la lutte pour le pouvoir de leur classe, il avait sillonné l'Ukraine en long et en large et n'avait été arraché que deux fois à la tourmente.

La première fois, par une blessure à la cuisse ; la seconde, par le typhus qui l'avait terrassé au mois glacial de février 1920, collant de sueur, brûlant de fièvre.

Transmise par les poux, la maladie causait plus encore de ravages que les mitrailleuses polonaises dans les régiments et les divisions de la XII<sup>e</sup> armée. Celle-ci occupait un énorme territoire, presque toute l'Ukraine du Nord, stoppant l'avance des Polonais. A peine rétabli, Pavel rejoignit son unité.

Son régiment était maintenant en position près de la gare de Frontovka, sur l'embranchement partant de Kazatine en direction d'Oumane.

La gare se trouvait en pleine forêt. Autour du petit bâtiment se serraient des maisonnettes en ruines, abandonnées par leurs habitants. La vie était devenue impossible dans la région, où l'on se battait depuis plus de deux ans. Combien de troupes diverses étaient passées par Frontovka pendant cette période !

Une fois de plus, de grands événements se préparaient. Tandis que la XII<sup>e</sup> armée, terriblement décimée et partiellement désorganisée, se repliait vers Kiev sous la pression des armées polonaises, la République prolétarienne s'appêtait à porter

un coup foudroyant aux Polonais blancs grisés par leur progression victorieuse.

Du lointain Caucase septentrional, en une chevauchée sans exemple dans l'histoire militaire, les divisions aguerries de la I<sup>re</sup> armée de cavalerie gagnaient l'Ukraine. Les 4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> divisions de cavalerie approchaient l'une après l'autre de la région d'Oumane, se regroupant sur les arrières de notre front et balayant au passage, avant d'affronter les combats décisifs, les bandes de Makhno.

Ils étaient seize mille cinq cents cavaliers, seize mille cinq cents combattants hâlés par la chaleur ardente des steppes.

Toute l'attention du haut-commandement rouge et du commandement du front du Sud-Ouest tendait à dissimuler aux pilsudskistes la préparation de cette attaque décisive. L'état-major de la République et des fronts veillait au secret du rassemblement de cette masse de cavalerie.

L'activité dans le secteur d'Oumane était réduite au minimum. Par fil direct, les messages affluaient de Moscou à Kharkov, état-major du front du Sud-Ouest et, de là, à l'état-major des XII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> armées. Sur les étroites bandes télégraphiques s'inscrivaient des ordres impératifs : « Ne pas attirer l'attention des Polonais sur la concentration de l'armée de cavalerie. » Si même des combats éclataient, c'était uniquement là où l'avance des Polonais risquait de nécessiter l'intervention des divisions de Boudionny.

Le feu du bivouac agitait ses mèches de flammes rousses. La fumée montait en spirale, s'envolait en boucles fauves, chassant en tous sens des essaims rapides de mouches. A une certaine distance, tout autour, un éventail de soldats. Le feu cuivrait leurs visages.

Dans la cendre bleutée, des gamelles chauffaient. L'eau y crevait en gros bouillons. Une langue de flamme s'échappa de sous une bûche brûlante et lécha une tête ébouriffée. L'homme eut un geste rapide de la main et grogna, mécontent :

— Saleté, va !

Ses voisins éclatèrent de rire.

à suivre

# LE GRAND CANAL DU RHÔNE AU RHIN

De notre correspondant à Besançon

## LES MENACES SUR L'ÉCOLOGIE

Le projet de canal à grand gabarit entre le Rhin et la Saône empruntant essentiellement la vallée du Doubs a fait l'objet de toute une littérature sur le thème de l'écologie, qu'elle émane des partisans ou des adversaires du projet. C'est révélateur du refus de plus en plus massif de voir sacrifier son cadre de vie sous prétexte de rentabilité et de profit pour le capital. Mais cela ne signifie pas pour autant que les arguments échangés permettent aux travailleurs d'y voir très clair sur les projets politiques des uns et des autres. Cet affrontement s'est ainsi exprimé à coup de schémas et de caricatures :

— Les écologistes ont représenté le futur canal comme deux énormes murs de béton fendant la vallée, détruisant toute vie sur son passage et entre lesquels s'écoule une sorte de liquide boueux et nauséabond.

— La Compagnie du Rhône, et les promoteurs du projet ont répliqué par un tableau verdoyant et bucolique où

l'on distingue à peine la ligne droite du canal, le « peintre » s'étant sans doute allongé dans un fossé pour représenter le paysage à travers une touffe d'herbes ! — Quant au Parti socialiste, il a diffusé une page de petits croquis représentant en coupe les rives du futur canal agrémentées de rideaux d'arbres et de « végétation débordante » tel qu'il se présenterait dans sa version « socialiste », « sauvant le site ».

Le projet de la CNR suscite méfiance et opposition non seulement à propos de l'eau (voir encart) mais aussi pour les effets dévastateurs qu'il entraînerait sur la faune et la flore : le béton et le battement des hélices sont-ils compatibles avec le maintien d'une végétation ? Les pêcheurs sont mobilisés : les effets du « plan de sauvetage du Doubs » contre la pollution seraient anéantis et avec, les anguilles, les brochets, les perches, les barbeaux et les goujons. Le déversement des eaux pol-

luées du Rhin dans le Doubs, une des rivières les plus productives en poisson, tuerait le reste des poissons. Le canal, avec ses berges glissantes, ne serait-il pas un obstacle infranchissable pour les déplacements indispensables de certaines espèces animales ? Enfin, que resterait-il du cadre de vie agréable de la vallée encaissée du Doubs, non seulement pour les touristes, mais déjà pour le million de franc-comtois, avec ce canal transformé en égoût, dans une vallée triplement fendue (canal, A 36, chemin de fer, sans parler du pipe-line), avec les berges inaccessibles, les remblais inesthétiques, les écluses énormes, les sites et monuments historiques détruits, etc. ? Il ne restera rien, même si on nous promet quelques bras devenus morts du Doubs et quelques plans d'eau qui pourraient être aménagés en parcs de loisirs « à la diligence des collectivités locales », autrement dit à nos frais et quand tout sera fini : dans 15 ans !



▲ Après l'autoroute, des milliers d'hectares pris par le canal.

## (2) Les paysans, les premiers concernés

● Avec la disparition au minimum de 2 600 hectares de terres agricoles sur les seuls départements de la Côte d'Or, du Jura, du Doubs et du Territoire de Belfort, soit l'équivalent en surface de 85 exploitations moyennes de la région, le Grand Canal représente un bouleversement énorme dans la vie des habitants de la vallée du Doubs, et en particulier de celle des paysans qui voient leur outil de travail menacé une fois de plus, après le passage de l'autoroute A 36 et le grignotage continu des terres agricoles aux abords des villes.

### DU CÔTÉ DES SYNDICATS AGRICOLES

Les syndicats agricoles officiels, FDSEA et CDJA, les Chambres d'agriculture et les syndicats départementaux d'agriculteurs expropriés sont organisés en une association inter-régionale l'ARDIATACAR, chargée de coordonner sur l'ensemble du tracé (sauf le Haut Rhin) la défense des « intérêts agricoles ». La nature même de cette association, qui regroupe non pas les paysans eux-mêmes mais des organisations professionnelles dont des organismes semi-publics comme les chambres d'agriculture, est l'image même de l'ambiguïté de sa position. De même son financement, assuré pour la presque totalité par des crédits d'études alloués par l'Établissement public régional, pourrait disparaître d'une année à l'autre en cas de conflit ouvert. Le principe de défense actuellement adopté repose sur l'exigence, au delà des indemnités financières légales, d'une réparation en nature du préjudice subi, par restriction de terres aux paysans. La construction du canal n'est donc pas directement remise en cause dans la mesure où ces revendications seraient satisfaites (ce qui est d'ailleurs pratiquement difficile).

Par contre un certain nombre de contradictions se développent entre les dirigeants agricoles des différents départements : ceux du Jura et de Belfort se déclarent opposés au grand canal, alors que ceux du Doubs l'acceptent et se cantonnent à une négociation.

### QUANT AUX PAYSANS...

Mais qu'en est-il des paysans directement touchés ? Il sont très sensibilisés par

cette question et viennent par exemple nombreux aux réunions d'information dans les villages. Mais les limites manifestes de la mobilisation et même souvent l'absence d'une volonté marquée de s'opposer au canal s'expliquent par plusieurs raisons. Tout d'abord la notion de « préjudice global porté à l'agriculture » développée par les dirigeants agricoles ne recouvre aucune réalité : le passage du canal pour les paysans de la vallée du Doubs doit être vu comme une situation nouvelle, une occasion de restructuration foncière donc ruine et départs de certains, mais source de spéculation et de profit pour d'autres : le blocage depuis plusieurs années de la situation foncière de la zone, de tout remembrement, permis de construire et aménagement divers et plus généralement l'incertitude sur le devenir des exploitations donc le départ des jeunes qui ne peuvent rendre le risque d'une sur une exploitation dont l'existence ou la viabilité sont menacées dans un avenir proche, sont autant d'incitation à la spéculation, aux compromis incertains ou tout simplement au départ anticipé.

Enfin les paysans ont des difficultés de contacts entre eux du fait de l'isolement et de l'allongement de la zone concernée. L'absence de tradition de luttes paysannes dans la région mais aussi la difficulté d'obtenir des informations complètes de la part des pouvoirs publics, les informations partielles contradictoires sont autant d'obstacles pour que les paysans aient une idée claire du projet.

Ils opposent un mélange de résignation et de révolte à une force considérable qui leur apparaît comme l'expression combinée du pouvoir et du « progrès » sans que la distinction soit toujours claire entre la nature de l'ouvrage et l'identité de ceux qui vont en tirer profit. N'ayant pas à priori de préjugés suffisants contre la ligne droite ou le bulldozer pour justifier une opposition de principe, les paysans lésés ne pourront se déclarer opposés au canal et s'organiser en conséquence que dans la mesure où ils pourront prendre conscience de la nature réelles du projet et distinguer le rôle du pouvoir dans cet ouvrage qui leur est présenté comme d'intérêt public alors qu'il est conçu au départ pour développer les profits de quelques grands groupes industriels qui poussent à sa réalisation.

▼ Manifestation de paysans en Alsace.



## UN GROS PROBLEME : L'EAU

- Quels sont les besoins prioritaires ?
- Quelle garantie ?

Une rivière, ce n'est pas seulement ce qui coule en surface, c'est aussi toute une nappe souterraine. Or la seule réserve importante dont dispose la région pour la population et les cultures, c'est la nappe alluviale du Doubs et de la Loue. Déjà actuellement, des centaines de millions de Francs sont dépensés pour trouver des moyens de répondre aux besoins en eau potable. La construction du canal, la canalisation du Doubs va aggraver ce problème quantitativement (le canal a besoin d'un débit important et régulier) et qualitativement : il va accroître la pollution de l'eau.

Sur le premier point, il ne semble pas que le projet tienne compte réellement du caractère variable de ce torrent qu'est le Doubs. Non seulement, en période de sécheresse, le débit devient insuffisant (il faudrait choisir entre le canal et les besoins des habitants) mais on constate depuis plusieurs années que les pertes du Doubs à travers le sol calcaire sont si grandes que la

rivière se retrouve à sec en amont, près de Pontarlier et Montbenoit.

Cela signifie qu'en cas de besoin (et peut-être régulièrement pour faire fonctionner certaines écluses) on pomperait l'eau du Rhin avec toute sa pollution (hydrocarbures, mais aussi mercure, plomb... etc. sans parler de déchets nucléaires) pour la déverser dans la vallée du Doubs. De toute façon, l'eau canalisée, circulant plus lentement, donc moins oxygénée mais réchauffée, soumise à davantage de pollution encore, perdrait considérablement ses capacités d'auto-épuration (les 2/3, d'après une étude de l'APEDEI avril 1976).

Enfin cette eau canalisée, polluée ne serait pas isolée hermétiquement de la nappe souterraine et des autres rivières, soit par perméabilité, soit par accident (rupture de digue comme sur la Saône, inondation, etc.)

On comprend pourquoi les Franc-comtois ne sont pas disposés à boire cette eau-là !